

La jeunesse du monde face au génocide de Ghaza

SALAH LAKOUES



DOHA SOUS LES BOMBES Israël allume l'incendie, le Golfe tremble, le monde vacille

LAALA BECHETOULA



DE TIANJIN À ALGER La naissance d'un monde multipolaire

SALAH LAKOUES



Le 3 Septembre 2025 à Pékin

DJAMEL LABIDI

Livres: récit... de vue(s)

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

KARIM ZERIBI Un homme debout

SALAH LAKOUES



AVEC LA NOMINATION DE LECORNU À MATIGNON Macron parachève le processus de remilitarisation de la France

KHIDER MESLOUB

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

L'ALGÉRIE FACE À TIKTOK : RÉGULER OU SUSPENDRE ?

«TikTok est une alerte, la souveraineté numérique est le véritable enjeu»

OUKACI LOUNIS



JEUNESSE ALGÉRIENNE
Partir pour apprendre, revenir pour construire !

CHERIF ALI

INSÉCURITÉ URBAINE ET BANDES ORGANISÉES
Quand la société se regarde dans un miroir inquiétant

OUKACI LOUNIS

Condamnations unanimes des bombardements sionistes sur Doha

Mohamed Mehdi

Mercredi 704^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 6^e mois (192 jours) du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aide alimentaire. Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 225 victimes lors des précédentes 24h (mardi), dont 41 martyrs et 184 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 64.656 martyrs et 163.503 blessés, le nombre total de victimes palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, passe à 12.098 martyrs et 51.462 blessés, ajoute le document.

En outre, durant la même période, les tirs de l'armée d'occupation et des agents de la fondation américaine «GHF» ont fait 12 martyrs et 30 blessés devant les «centres d'aide» israélo-américains, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.456 martyrs et 17.861 blessés. Par ailleurs, le ministère de la Santé a annoncé le décès de 5 personnes affamées, dont un enfant, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 404 martyrs, dont 141 enfants. Les bombardements d'hier sur plusieurs régions de Ghaza ont fait, depuis l'aube jusqu'à la mi-journée, pas moins de 34 martyrs, dont 26 dans les attaques incessantes depuis deux semaines sur la ville de Ghaza.

MSF : SANS FOURNITURES MÉDICALES, LES MÉDECINS ONT DU MAL À SOIGNER LES PATIENTS

La situation des hôpitaux dans le nord de l'enclave est horrible, a déclaré, lundi depuis Ghaza, Marco Sandrone, coordinateur des urgences dans la région pour Médecins Sans Frontières (MSF) à Al Jazeera. M. Sandrone a affirmé qu'il n'y a aucun endroit sûr dans l'enclave, ajoutant que le personnel de MSF a soigné près de 2.500 patients au cours des deux dernières semaines, dont 200 enfants de moins de cinq ans, notant que les médecins ne disposaient pas de suffisamment de fournitures médicales ni de capacités pour traiter davantage de patients. Décivant la situation dans les hôpitaux de Ghaza, il fait état de «scènes horribles aux urgences». «Cela ressemble à un marché où les familles transportent des corps dans les quelques sacs disponibles, et chaque jour, nous soignons des blessures par balle, des brûlures et des fractures causées par les bombardements». «Une nouvelle nuit de bombardements intensifs a eu lieu (dans la nuit de dimanche à lundi, ndlr), avec des frappes continues sur la ville de Ghaza, avec des avions, des drones et des hélicoptères survolant la ville et visant des immeubles résidentiels», a-t-il rapporté. M. Sandrone a également souligné que de très nombreuses familles et patients ne sont pas en mesure de se conformer aux ordres d'évacuation forcée émis par l'armée israélienne pour les obliger à quitter le nord et la ville de Ghaza.

BOMBARDEMENT ISRAËLIEN DE DOHA : LES RÉACTIONS

Les réactions internationales relatives aux bombardements israéliens de mardi à Doha (Qatar) ont été unanimes à dénon-

cer un comportement «extrêmement dangereux» et une «violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies».

Les premiers à réagir, l'ensemble des pays arabo-musulmans ont fermement condamné l'attaque qui a visé la capitale du Qatar. Parmi les premiers à réagir également, d'abord le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, ensuite son porte-parole, ont condamné «l'atteinte à la souveraineté de l'État du Qatar», et estimant que ce comportement «n'est pas un signe positif» car l'attaque contre le «territoire d'un pays médiateur remet en question la possibilité de réaliser des progrès». «La situation est très instable et nous craignons une nouvelle escalade», a affirmé le porte-parole du SG de l'ONU, rappelant que : «Nous voulons un cessez-le-feu à Ghaza et nous ne voulons pas détruire l'espoir d'y parvenir».

Dès mardi, la représentante du Qatar auprès des Nations Unies a adressé une lettre au Conseil de sécurité affirmant que «l'agression israélienne constitue une menace grave pour la sécurité et l'intégrité physique des citoyens et des résidents» et qu'elle constitue «un incident grave qui nécessite une attention immédiate». «L'agression israélienne menace la sécurité de la région et nous n'accepterons aucune action visant notre sécurité et notre souveraineté», a-t-elle ajouté.

La quasi-totalité des pays européens ont également dénoncé l'attaque israélienne contre Doha. La Chine, via son délégué aux Nations Unies, a estimé que le bombardement «est extrêmement dangereux et prouve qu'il n'y a pas de limites à la violation des règles par les Israéliens». Alors que le ministère des Affaires étrangères de la Russie a qualifié l'attaque israélienne de «violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies». L'Union africaine a également dénoncé l'agression israélienne contre le Qatar.

LES VERSIONS AMÉRICAINES SE SUIVENT ET NE SE RESSEMBLENT PAS

L'attitude américaine concernant l'attaque israélienne contre Doha reste ambiguë. Mardi soir, la porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que «le président Trump a demandé à Witkoff (son envoyé spécial, ndlr) d'informer Doha de l'imminence d'une attaque israélienne». Laisant clairement entendre que le Qatar était informé avant l'attaque. La réaction du Qatar ne s'est pas fait attendre. Le soir même, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majed Al-Ansari, a nié que son pays ait été informé à l'avance de l'attaque israélienne. «Les déclarations circulant concernant la notification préalable de l'attaque par le Qatar sont fausses. L'appel d'un responsable américain a eu lieu au son des explosions», a-t-il déclaré lors d'un point de presse organisé tard dans la soirée de mardi. Plus tard, Trump déclare que «l'attaque contre le Qatar est une décision prise par Netanyahu, pas par moi», avant de préciser : «J'ai demandé à Witkow d'informer la partie qatarienne de l'attaque israélienne, mais l'avertissement est malheureusement arrivé trop tard». Par ailleurs, interrogée sur les menaces proférées par Trump contre le Hamas avant l'attaque, la porte-parole nie tout lien avec le bombardement de Doha. «Trump n'avait pas l'intention de bombarder les dirigeants du Hamas à Doha dans son message, où il a lancé un dernier avertissement au mouvement», a-t-elle expliqué, rapporte Al Jazeera.

El Djeïch revient sur l'affaire des sept mineurs partis clandestinement depuis Alger

La revue El Djeïch a souligné dans son numéro pour le mois de septembre que les campagnes de désinformation menées par certains médias hostiles, ne freineront pas la volonté de l'Algérie de protéger sa jeunesse.

«Certains médias hostiles ont tenté d'exploiter l'incident survenu au début du mois de septembre 2025, impliquant sept enfants mineurs partis clandestinement depuis Alger, pour véhiculer une image erronée de l'Algérie, de son peuple et de ses institutions», indique la revue, notant que ces campagnes de désinformation visent à «ternir la réputation de notre pays et à discréditer les efforts de l'Etat devant l'opinion publique nationale et internationale».

La migration clandestine, écrit El Djeïch, constitue «l'un des phénomènes mondiaux les plus marquants de la dernière décennie. Elle ne se limite plus à un seul pays, mais est devenue une réalité internationale complexe», où s'entrecroisent plusieurs dimensions, relevant que l'Algérie, à l'instar de nombreux autres pays, «n'est pas épargnée par ce phénomène qui touche principalement sa jeunesse».

La publication met en évidence que «l'amplification délibérée de cette affaire et sa présentation hors de son contexte naturel révèle clairement l'existence d'agendas médiatiques malveillants visant à affaiblir l'image et la réputation de l'Algérie sur la scène internationale».

le», précisant que l'examen attentif des faits démontre l'«inutilité des allégations propagées par certaines parties hostiles».

Il s'agit en effet, poursuit la revue, d'«enfants encore scolarisés, ce qui invalide les discours mensongers limitant les causes de cet acte à des considérations sociales ou économiques».

Pour El Djeïch, «la réalité révèle d'autres facteurs, plus graves, liés à la tentative d'instrumentaliser une catégorie vulnérable de la société, notamment via les réseaux sociaux, pour dresser un tableau sombre de leur patrie».

Cette campagne orchestrée par «certaines voix dissonantes autour de ce cas isolé», ajoute la revue, «n'est rien d'autre qu'une tempête dans un verre d'eau», révélatrice de «la haine viscérale que certains nourrissent envers l'Algérie, incapables d'accepter les profondes transformations qu'elle connaît dans divers domaines».

Dans le même sillage, la publication a mis en exergue les différents projets entrepris par l'Algérie au profit de sa jeunesse.

«Conscientes que la jeunesse constitue une force vive pour l'édification nationale, les hautes autorités du pays en ont fait une priorité stratégique. Elles veillent à consolider son rôle, à renforcer sa place et à lui accorder un soutien multiforme, afin de lui permettre d'assumer pleinement ses responsabilités politiques, sociales et économiques», rappelle El Djeïch.

L'objectif étant de l'intégrer dans «les dynamiques de développement durable et de garantir sa participation effective à la construction de l'Algérie nouvelle, à tous les niveaux», rappelant les nombreux mécanismes mis en place pour l'autonomisation économique de la jeunesse, à l'instar de l'allocation chômage, le système intégré d'innovation et de start-up, la réforme du dispositif d'appui aux PME, la création du régime d'auto-entrepreneur élargi récemment à la micro-importation, la libéralisation de l'initiative économique et le développement de nouveaux instruments de financement.

Ces mesures favorisent l'«émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, d'innovateurs et de professionnels capables de porter la transformation économique», explique la même source, rappelant que l'attention portée aux jeunes dépasse le champ économique pour s'étendre à la vie publique, grâce aux nouvelles instances constitutionnelles.

Elle rappelle que la volonté des autorités de consolider le lien entre l'Etat et la jeunesse découle de la conviction que cette dernière est la frange «la plus apte à interagir avec les évolutions scientifiques et techniques. Son dynamisme est essentiel pour poursuivre l'ambitieux chemin de développement tracé par l'Algérie, dans la continuité des jeunes de la Révolution libératrice qui ont fait rayonner la liberté», conclut El Djeïch.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Toujours les sionistes... aujourd'hui c'est Doha

L'entité sioniste n'a ja mais changé, elle ne changera jamais : depuis sa naissance sur les ruines et le sang de la Palestine, elle a bâti son existence sur l'arrogance, la brutalité et le mépris des lois humaines. Ce qui s'est passé le 9 septembre à Doha n'est pas une simple opération militaire, c'est une gifle, une provocation, une démonstration de cet entêtement maladif qui caractérise l'idéologie sioniste : une idéologie qui ne croit qu'au fer, au feu et à l'écrasement des autres. En frappant la capitale d'un État qui se voulait médiateur, Israël a lancé un message insolent au monde : aucune neutralité n'est respectée, aucune diplomatie n'est tolérée, la paix elle-même est un ennemi à détruire. Cette logique n'est pas nouvelle.

Déjà en 1982, Israël bombardait Beyrouth en plein cœur, ignorant les médiations arabes et internationales. Déjà en 2006, il transformait le Liban en champ de ruines pour punir un peuple d'oser lui résister. Déjà à Ghaza, année après année, il écrase, il efface, il tue, tout en se disant «défensif». L'histoire est une répétition macabre : arrogance sans fin, entêtement aveugle, cruauté méthodique.

Mais ce qui fait encore plus mal, ce qui scandalise davantage que les missiles israéliens, c'est le silence arabe, cette lâcheté institutionnalisée qui s'étale après chaque agression. Quand Doha est frappée, les palais du Golfe tremblent mais ne rugissent pas. Ils envoient des communiqués timides, comme si leurs mots craignaient de déranger leurs maîtres occidentaux. Quelle honte ! Les États arabes, riches de pétrole et d'or, sont pauvres en courage et en dignité. Ils voient leurs peuples humiliés, leurs capitales menacées, leurs terres foulées,

mais ils restent paralysés par la peur de perdre leurs trônes ou leurs contrats. Pendant ce temps, l'entité sioniste jubile : elle sait qu'elle n'a rien à craindre de ces régimes faibles, elle sait que ses bombes trouveront

toujours le silence en face.

Et pourtant, les peuples, eux, n'oublient pas. Ils se souviennent des massacres de Sabra et Chatila, des enfants de Ghaza brûlés sous les bombes au phosphore, des martyrs de Jenine, des prisonniers torturés, des familles délogées, des oliviers arrachés. Ils savent que l'entêtement sioniste n'est pas une question de sécurité mais une obsession coloniale, une machine de guerre qui ne se nourrit que de sang et de domination. Ce 9 septembre, Israël a voulu montrer qu'il pouvait frapper jusqu'à Doha ; mais ce 9 septembre, il a aussi montré la faillite totale des régimes arabes, incapables de protéger leurs propres capitales, incapables de défendre leur propre dignité.

Ce jour doit être retenu non seulement comme une nouvelle agression criminelle, mais comme un moment de vérité : Israël ne connaît pas la paix, il ne respecte pas la diplomatie, il ne comprend qu'un seul langage celui de la force et de la résistance. Tant que les trônes arabes resteront englués dans la peur et la compromission, tant que leurs voix tremblent au lieu de crier, tant que leurs mains seront tendues vers l'ennemi au lieu de se serrer avec leurs peuples, chaque capitale arabe sera une cible en sursis. Mais les peuples, eux, savent que la dignité ne se mendie pas, elle se conquiert. Et face à l'entêtement sioniste, seule une détermination populaire et une résistance sans compromis pourront redonner un sens au mot «souveraineté».

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

4^{ème} édition de l'IATF Un franc succès pour l'Algérie et l'Afrique

La 4^{ème} édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) a atteint ses objectifs immédiats, mais il reste, bien sûr, à persévérer dans les efforts pour concrétiser le rêve de la création d'un marché africain unique.

A.Z.

Dans ce sens, l'Algérie joue un rôle crucial, comme en témoigne Mme Nozipho Hlopho, du Centre de service régional du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour l'Afrique, qui s'est réjouie du «succès de la 4^{ème} édition de l'IATF» saluant «le rôle de l'Algérie en faveur de l'intégration régionale et de la concrétisation du rêve de création d'un marché africain unique». Elle a, dans ce contexte, mis en avant les efforts de l'Algérie, aux côtés de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), de la Commission de l'Union africaine et du Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), pour «développer les relations économiques entre les pays du continent et renforcer le partenariat commercial au bénéfice de toutes les parties». Selon elle, la «forte participation» des opérateurs économiques des différents pays du continent à l'édition d'Alger montre qu'ils sont «pleinement conscients de l'importance du label 'Made in Africa'».

Pour ce qui est du concret concernant la réalisation de ce rêve d'une Afrique forte et influente, notons que la société 'Algerian Qatari Steel' (AQS) a signé, mardi, un contrat d'une valeur de plus de 1,2 milliard de dollars avec la Banque de développement 'Shelter Afrique' (ShafDB), dans le cadre de sa participation à la 4^{ème} édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025).

Dans une déclaration à la presse, le Directeur général par intérim de la société AQS, Sofiane Chaib Setti, a précisé que «cet important contrat conclu au terme du sixième jour de cet événement, permettra à la société d'exporter vers de nombreux pays africains», soulignant que la signature de ce contrat est le fruit d'un «immense» travail en amont. De son côté, le responsable régional de la ShafDB pour l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Amadou Thiam, a déclaré que cet accord représentait une «grande fierté pour Shelter Afrique, d'autant qu'il permettra d'exporter les produits de la société vers plusieurs marchés du continent».

Des contrats de plus de 48,3 milliards de dollars

La quatrième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF-2025), organisée du 4 au 10 septembre à Alger, a été couronnée par la signature de contrats d'une valeur de plus de 48,3 milliards de dollars, dont 11,4 milliards de dollars au profit de l'Algérie, ont annoncé les organisateurs lors de la cérémonie de clôture de cet événement, mercredi après-midi au Palais des expositions des Pins maritimes.

rappelant que la banque opère dans 44 pays africains. «Cet accord donnera également une impulsion aux activités de la banque et contribuera au renforcement du commerce intra-africain», a-t-il ajouté. Dans ce sillage, plusieurs entreprises algériennes, publiques et privées, ont signé, mardi, des accords avec des entreprises africaines, visant principalement à exporter leurs produits nationaux, et ce, dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF). A l'enseignement du groupe algérien des industries mécaniques AGM, qui a conclu cinq contrats pour un montant de plus de 40 millions de dollars pour l'exportation de matériel agricole vers la Tunisie, la Mauritanie, le Nigeria, la Tanzanie, le Sénégal et l'Ethiopie. La société Cherry Algérie a signé, quant à elle, deux contrats de sous-traitance industrielle. Le premier avec l'Entreprise nationale de tubes et transformation de produits plats (Anabib), pour équiper les voitures produites par la société de pare-chocs et de phares. Le second contrat a été conclu entre Chery Algérie et la société Cirta Automotive, qui se chargera de fournir à l'usine Cherry une gamme de pièces de rechange pour les systèmes de suspension. Plusieurs autres contrats ont été signés dans le domaine de l'Industrie automobile. S'agissant du secteur des industries pharmaceutiques, trois entreprises algériennes ont signé des accords avec un opérateur du Burkina Faso, 'Nardo Distribution', lui permettant de distribuer les produits pharmaceutiques nationaux dans son pays et dans d'autres Etats d'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, le groupe Agro-logistique (Agrolog) a signé un accord avec le groupe ougandais 'Abarci', d'une valeur de 200 millions de dollars. Cet accord vise à établir un partenariat entre les deux parties dans le domaine de la transformation des produits alimentaires, notamment la transformation du cacao en produits semi-finis et dérivés, ainsi que la production de café instantané et de capsules de café. Ce partenariat incarne l'intégration industrielle entre l'Algérie et l'Ouganda, contribuant ainsi à renforcer l'offre nationale et à accroître les exportations hors hydrocarbures.

Sur décision du président de la République Lancement d'un Fonds pour financer les start-up et jeunes innovants africains

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, a annoncé, mercredi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), le lancement officiel, sur décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du Fonds de financement des start-up et des jeunes innovants à l'échelle africaine au niveau de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACISD).

«Le travail va commencer immédiatement avec 30 entreprises participant à la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (ITAF) pour l'accompagnement et le financement» de ce Fonds, a précisé le ministre en marge de la foire qui s'achève mercredi après une semaine d'intenses activités.

Parmi les objectifs de ce Fonds, M. Ouadah a cité «l'autonomisation des jeunes et la promotion de l'innovation en Afrique, conformément à la teneur du discours du président de

la République à l'ouverture de cette édition et à ses engagements».

Le ministre a également fait savoir qu'il sera procédé, en collaboration avec l'AACISD, dans le cadre du programme de formation et de financement des étudiants africains dans les universités algériennes, à l'organisation d'un événement dédié à ces étudiants lors de la Conférence africaine des start-up, prévue à Alger en décembre prochain, sous le haut patronage du président de la République.

Raïna Raïkoum
El yazid Dib

Il frappe là où il veut, quand il veut. L'on dirait que le monde s'est transformé en une

œuvre cinématographique digne des séries hollywoodiennes où le héros, le Rambo des nouveaux temps reste insaisissable. Invincible.

Toute la région demeure sous sa folie désastreuse. Rien ne l'empêche de commettre des violations de toutes les règles, du Droit international au bon voisinage, de la normalisation, à l'offre des bons offices. Rien, n'arrêtera l'hystérie en perpétuelle évolution.

Après la Tunisie du temps d'Abou djihad, la Syrie, le Liban, l'Iran, le Yémen, voilà que le Qatar considéré comme allié privilégié vient de subir, à son tour, les bombardements, sous prétexte de cibler le refuge des leaders de Hamas. Bafouant sa souveraineté et profanant son intégrité territoriale, il n'en rougit aucunement. Le monde continue cependant à observer l'horreur et le déni du Droit se commettre en «condamnant avec vive fermeté et consternation ces frappes» et appelle «au respect des États».

Hormis ces déclarations devenues toutes obsoletes et sans nul effet, aucun pays n'est passé à une vitesse supérieure pour imposer des sanctions matérielles et diplomatiques des plus indiquées. Les États arabes, comme les autres d'ailleurs ont protesté mais sans aller plus loin. L'Égypte, la Jordanie les Émirats, l'Arabie saoudite, le Makhzen ont aussi manifesté leur forte inquiétude. Rompre les relations avec l'entité sioniste est une ligne rouge, estiment-ils. L'Europe s'est dite, tout aussi chagrinée et mal en point de ces entraves, sans toutefois rien faire de concret. Le Qatar, lui même,

Il frappe, là où il veut

touché dans sa chair, dans son honneur s'est contenté, à l'instar des autres, à reprouver cette attaque avec toute une lorgnée de diatribes et de dénonciations. Alors que la première mesure à prendre aurait été de couper net toute relation et non pas se limiter à cesser les négociations. Et puis à quoi servent les bases américaines installées chez lui, si elles n'assurent pas sa défense ?

Malgré son important rôle dans le déroulement et concrétisation des accords ayant permis la libération des otages, l'entité ne l'entend plus de cette oreille et veut démontrer au monde entier qu'elle est capable d'agir là où elle veut. «Ceci est un dernier avertissement aux assassins et violeurs du Hamas à Gaza et dans les hôtels de luxe à l'étranger : libérez les otages et déposez les armes, ou Gaza sera détruite et vous serez anéantis» a déclaré le ministre de la Défense de l'Etat hébreu, Israël Katz sur X.

Si cette impunité entretenue notamment par les États-Unis poursuivait sa tangente, aucun pays de la région ou autres ne se trouverait indemne de telles attaques. Le fallacieux motif ne pourrait être contenu uniquement dans l'abri, servant de refuge aux dirigeants du Hamas, il va s'étendre à des positions politiques de soutien au peuple palestinien, voire la reconnaissance de son Etat indépendant. Ainsi, demain ça sera le tour, juste à côté, au Caire ou à Amman plus particulièrement. Et à bien d'autres. Croisons les doigts. L'entité sait qu'après chaque forfaiture de sa part, rien ne surviendra, à part des regrets, des condamnations, des afflictions et d'autres pleurnicheries. Pas plus.

Réunion du Gouvernement Transports, feux de forêt et la 5G au menu

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune concernant le secteur des transports, ainsi que la campagne de lutte contre les feux de forêt et l'examen des projets de décrets exécutifs portant exploitation des réseaux mobiles (5G), indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier ministre par intérim, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 10 septembre 2025, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des directives données par Monsieur le président de la République lors de la réunion qu'il a présidée le 26 août 2025, concernant le secteur des transports.

A ce titre, le Gouvernement a examiné la feuille de route relative au renouvellement du parc national de bus, à travers l'importation immédiate de 10.000 bus neufs de transport

des voyageurs, en remplacement des anciens, ce qui permettra, comme première étape, de remplacer tous les bus en service depuis plus de 30 ans, et la moitié de ceux dont la durée de vie se situe entre 25 et 30 ans. Cette feuille de route permettra également le renouvellement progressif du reste du parc national de bus, notamment à travers les capacités de production nationales dans ce domaine.

Dans le même contexte, le Gouvernement a entendu une communication sur le programme d'entretien des autoroutes, mettant en exergue les opérations d'entretien déjà engagées et celles prévues à court et moyen terme. Ces opérations portent essentiellement sur la réparation et la réhabilitation des tronçons endommagés, ainsi que l'identification des axes majeurs d'une approche globale de gestion et de maintenance de ce type d'infrastructures essentielles.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêt 2025 et du

bilan provisoire des incendies. Le rapport d'étape a mis en avant l'efficacité des efforts de lutte contre ce phénomène, grâce à la démarche proactive et anticipative adoptée par les pouvoirs publics, ainsi qu'aux moyens et capacités importantes mobilisées, dans le cadre du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêts, qui restera actif jusqu'à la fin de la saison.

Enfin, le Gouvernement a examiné trois (3) projets de décrets exécutifs portant approbation de licences d'établissement et d'exploitation de réseaux de communications électroniques mobiles ouverts au public de cinquième génération (5G) et la fourniture des services y afférents, attribuées, respectivement, aux sociétés suivantes: ATM Mobilis S.P.A., Optimum Télécom Algérie S.P.A. et Watahya Télécom Algérie S.P.A, et ce, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles de la loi n° 18-04 du 10 mai 2018, fixant les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques".

Doha sous les bombes

Israël allume l'incendie, le Golfe tremble, le monde vacille

Par Laala Bechetoula

La ville qui se rêvait capitale de la médiation. La ville des salons feutrés où se négociaient des trêves secrètes, des échanges d'otages, des équilibres impossibles. Hier, ce sanctuaire a volé en éclats. Israël a frappé. Cinq responsables du Hamas ont été tués. Mais ce n'est pas seulement un raid, ce n'est pas seulement une frappe : c'est une déflagration géopolitique. Car en visant le cœur du Qatar, Tel-Aviv envoie un message brutal : plus aucun sanctuaire n'est intouchable. Quand Israël teste les limites... et les complices. Pour frapper Doha, il ne suffit pas de lancer un missile. Il faut franchir des espaces aériens verrouillés, contourner des radars, défier des pactes secrets. Alors, qui a ouvert le ciel ? L'Arabie saoudite ? La Syrie ? Ou les eaux internationales sous l'œil des drones américains ? Ce n'est pas seulement une opération militaire.

C'est un jeu d'échecs planétaire où les complices se taisent et où les alliances se redessinent dans l'ombre. Le Qatar humilié, la diplomatie assassinée. Doha, jusqu'à hier, jouait un rôle central : le médiateur invisible entre Washington, Tel-Aviv et la branche politique du Hamas. Mais avec ces frappes, les ponts secrets s'effondrent.

Des mois de négociations sont réduits en poussière. Les canaux de sortie de crise sont dynamités. Et plus grave encore : c'est le prestige du Qatar qui est piétiné. Un État qui se voulait l'arbitre des conflits devient, en une nuit, une cible sans défense. Les Accords d'Abraham sous respirateur. On nous avait vendu les Accords d'Abraham comme une révolution diplomatique.

On nous les avait présentés comme le modèle de paix économique entre Israël, les Émirats et Bahreïn. Hier, ce modèle s'est fissuré. Les Émirats arabes unis sont pris au piège : continuer à collaborer avec Israël, c'est se mettre à dos leur propre opinion publique. Bahreïn, où stationne la 51^e flotte américaine, marche sur un fil tendu entre obligations stratégiques et colère populaire. Chaque missile lancé sur Doha fait trembler ces accords. Chaque impact rapproche le Golfe



d'une implosion diplomatique. Mohammed ben Salmane : l'équation impossible. MBS a condamné la frappe israélienne, la qualifiant d'« acte criminel ». Dans le langage codé de Riyad, c'est plus qu'une réprimande : c'est un signal de rupture potentielle.

Mais le prince héritier est pris dans un dilemme infernal : se rapprocher d'Israël, sous la pression américaine. Ou écouter la rue arabe, qui bouillonne de colère. La Vision 2030, ce grand projet de modernisation économique, est désormais en danger.

Car une chose est devenue claire : aucun pétrodollar ne peut acheter la dignité arabe. Washington pris à son propre piège. Les États-Unis voulaient un Qatar médiateur. Ils voulaient un Israël protégé.

Ils voulaient un Golfe pacifié. Résultat : ils ont tout perdu. S'ils condamnent Tel-Aviv, ils se brouillent avec leur allié stratégique. S'ils se

taisent, ils humilient leurs partenaires du Golfe. Le silence embarrassé de Washington est assourdissant. Et pendant qu'ils hésitent, le Moyen-Orient brûle.

La guerre des récits a commencé. Derrière chaque missile, il n'y a pas seulement de la poudre et de l'acier. Il y a une bataille d'images. Qui contrôle le récit ? Qui écrit l'histoire ? Qui impose ses vérités ? Israël frappe, Washington hésite, le Golfe tremble... Mais ce sont les opinions publiques qui deviennent l'arme ultime. Et dans cette guerre-là, chaque vidéo, chaque photo, chaque mot compte.

Demain ? Aujourd'hui, c'était Doha. Demain, peut-être Abou Dhabi. Peut-être Riyad. Peut-être Manama. Les lignes rouges bougent.

Les équilibres se brisent. La carte du Moyen-Orient se redessine sous nos yeux. La vraie question n'est plus qui tire. La vraie question, c'est : qui tombera ?.

Karim Zeribi

Un homme debout

Par Salah Lakoues

Il y a des hommes qui choisissent les sentiers faciles, et d'autres qui décident de marcher seuls sur les chemins escarpés. Karim Zeribi appartient à cette seconde race : celle qui préfère l'orage à la compromission, le feu des projecteurs hostiles à la tiédeur des applaudissements convenus.

Sur les plateaux de télévision française, il avance tel un gladiateur dans l'arène.

Face à lui, des voix grondent, des regards méprisent, des discours nourris de haine et d'anti-algérianisme se déchaînent. Mais lui reste droit, ferme, ancré dans la conviction que la vérité n'a pas besoin de se travestir. Là où beaucoup se seraient tus pour préserver une carrière, il répond, argumente, affronte. Non par goût du combat, mais par sens du devoir.

Né dans une famille modeste aux origines algériennes, Karim Zeribi grandit dans les quartiers populaires de France, un terreau fertile de talents mais aussi d'injustices. Dès son jeune âge, il prend conscience des inégalités et du poids des préjugés qui pèsent sur les enfants issus de l'immigration. Plutôt que de se laisser broyer par ce contexte difficile, il forge sa personnalité dans l'engagement social et politique, convaincu que seule l'action peut ouvrir des voies nouvelles. Étudiant brillant mais souvent marginalisé, il intègre les cercles militants où il apprend le combat démocratique et la solidarité.

Son parcours professionnel est aussi marqué par cette volonté d'action et de justice. Il commence dans le secteur associatif, où il œuvre pour l'insertion des jeunes et la lutte contre les discriminations. Rapidement, il s'impose comme une voix forte, capable de porter les préoccupations des communautés invisibilisées sur la scène publique.

Grâce à son charisme et à sa détermination, il accède à des responsabilités politiques locales, toujours au service des populations qu'il connaît si bien.

Mais Karim Zeribi n'est pas seulement un homme de confrontation. Il est aussi un passeur, un bâtisseur de ponts. Là où d'autres exploitent la division, lui rêve d'unité. Là où certains se complaisent dans la diffamation et l'invective, il veut organiser la diaspora algérienne, cette force vive éclatée aux quatre coins du monde, pour en faire un trait d'union solide entre Alger et Paris. Pour lui, l'avenir ne réside pas dans la fracture mais dans l'amitié, non dans l'oubli mais dans la mémoire partagée, non dans le ressentiment mais dans le respect.

Le rôle que Karim Zeribi joue dans la construction de ce pont entre la France et l'Algérie dépasse la simple figure politique. Par ses actions au sein des associations et sa capacité à fédérer une diaspora souvent fragmentée, il incarne un espoir tangible. Il croit fermement que l'émancipation et la reconnaissance de la communauté algérienne en France passent par l'organisation collective, la promotion du dialogue interculturel et la valorisation des racines. Ses initiatives rassemblent les talents, encouragent les échanges économiques et culturels, et participent à une meilleure compréhension mutuelle entre les deux rives de la Méditerranée.

Là où d'autres s'installent dans la critique stérile, lui construit. Là où d'autres se contentent de dénoncer dans l'ombre, lui s'expose en pleine lumière. Ses adversaires le traitent de tous les noms, ses contempteurs lui prêtent mille intentions, mais personne ne peut lui enlever cette qualité rare : le courage de dire haut ce que beaucoup murmurent bas.

Karim Zeribi, c'est ce rameur qui ne se laisse pas happer par le courant, mais qui fend les eaux tumultueuses de la politique et du débat public. C'est ce marin qui, dans la tempête médiatique, garde le cap et refuse de jeter l'ancre de la facilité. C'est ce chêne enraciné, qui ploie sous les vents de la polémique, mais ne casse jamais. À ceux qui, tapés dans l'ombre, cassent les bonnes volontés et se nourrissent de jalousie, il oppose l'action. À l'hypocrisie, il oppose la sincérité de son engagement. À la peur, il oppose la franchise. Et à l'oubli, il oppose la mémoire d'un peuple qui refuse de s'incliner. L'histoire retiendra peut-être ses coups d'éclat, ses débats tendus, ses affrontements publics. Mais au-delà de l'image, Karim Zeribi demeure avant tout un symbole : celui d'un homme qui refuse de plier, qui ne recule pas devant la meute, et qui, par fidélité à ses principes, accepte d'avancer seul si nécessaire.

La jeunesse du monde face au génocide de Gaza

Par Salah Lakoues

De New York à Johannesburg, de Paris à Alger, une génération s'éveille contre l'injustice. Comme hier contre la guerre d'Algérie, le Vietnam ou l'apartheid sud-africain, la jeunesse mondiale se lève aujourd'hui pour dénoncer le massacre du peuple palestinien. Le témoignage d'Akli Ourad, dans De Londres à Jérusalem, Terreur promise, résonne comme une alarme et un appel à l'action.

● **Gaza : la « terreur promise » dénoncée par Akli Ourad et la complicité occidentale**
Avec De Londres à Jérusalem, Terreur promise, Akli Ourad ne se contente pas de témoigner. Il accuse. Ingénieur algérien en mission pour la Banque mondiale en Cisjordanie en 1999, il a vu de ses propres yeux le système de domination israélien : humiliation permanente, apartheid institutionnalisé, colonisation méthodique. Son récit publié en 2024 ne relève pas du passé, il est la clé pour comprendre le présent : ce qu'il a décrit hier se déploie aujourd'hui à Gaza sous la forme d'un génocide à ciel ouvert. Ourad le dit sans détour : depuis 1948, le peuple palestinien vit sous un génocide lent, fait de déplacements forcés, de massacres sporadiques, d'expropriations et d'un blocus inhumain. Mais depuis octobre 2023, ce génocide est devenu massif et industriel, avec un déluge de bombes sur Gaza qui a tué des dizaines de milliers de civils, détruit les hôpitaux, affamé des familles entières, et transformé la bande côtière en charnier.

Et qui rend ce carnage possible ? Les grandes puissances occidentales. Washington, Londres, Paris, Berlin, Ottawa : tous financent, arment ou couvrent diplomatiquement l'État israélien. Tous se réfugient derrière une hypocrisie obscène : parler de « droit à la sécurité d'Israël » tout en niant le droit à la vie du peuple palestinien. Leur silence devant les charniers, leur complicité par les livraisons d'armes et leur veto systématique à l'ONU font d'eux des co-auteurs de ce génocide.

Ourad démonte un autre mensonge : celui qui confond judaïsme et sionisme. Ce n'est pas le judaïsme qui bombarde Gaza, mais un projet colonialiste soutenu par les sionistes de toutes origines, y compris des non-juifs. L'auteur rappelle que de nombreux intellectuels juifs courageux dénoncent ce projet. C'est le colonialisme de peuplement qui est en cause, exactement comme en Algérie au temps de la France coloniale. Gaza, dit-il, est le miroir de Sétif, de Guelma, de Sakiet Sidi Youcef. En liant la cause palestinienne à l'histoire universelle des luttes d'émancipation, Ourad inscrit Gaza dans une continuité his-

torique : celle de l'Algérie insurgée contre le colonialisme français, celle du Vietnam martyrisé par les bombardements américains, celle de l'Afrique du Sud qui a brisé l'apartheid grâce à la mobilisation des peuples et au boycott mondial. Dans chacune de ces batailles, les puissances dominantes ont tenté de justifier l'injustifiable ; et dans chacune, l'histoire a fini par condamner l'opresseur.

Aujourd'hui, Gaza est au cœur de cette nouvelle fracture mondiale. Le Sud global, de Johannesburg à Caracas, d'Alger à La Paz, voit dans la Palestine un miroir de ses propres souffrances passées. Mais plus encore, c'est la jeunesse mondiale qui s'éveille. À New York, Paris, Londres, Madrid, Berlin, Johannesburg, Montréal ou Santiago, des milliers de jeunes descendent dans les rues pour dire non au génocide, comme leurs aînés l'avaient fait contre la guerre d'Algérie, contre le Vietnam ou contre l'apartheid sud-africain.

Le livre d'Akli Ourad n'est pas un récit de désespoir. Il est une alarme et un flambeau. Car Gaza n'est pas seulement un drame palestinien, c'est une épreuve pour l'humanité entière. Et c'est peut-être la jeunesse du monde, armée de sa conscience, de ses réseaux et de son refus de l'injustice, qui écrira la dernière page de ce combat, en faisant de Gaza ce qu'ont été hier Alger, Hanoï et Soweto : le symbole universel de la résistance et de la dignité.

L'Algérie face à TikTok : réguler ou suspendre ? «TikTok est une alerte, la souveraineté numérique est le véritable enjeu»

Par Oukaci Lounis*

INTRODUCTION : LE PHÉNOMÈNE TIKTOK EN ALGÉRIE

Depuis quelques années, TikTok a pris le contrôle du quotidien de la jeunesse algérienne. Dans les cafés, les établissements scolaires, les transports en commun, et même au sein des foyers, il est ardu d'échapper aux courtes vidéos qui se succèdent à une vitesse vertigineuse. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plusieurs millions d'utilisateurs en Algérie, dont une majorité de jeunes âgés de 12 à 25 ans. Ce qui n'était initialement qu'une application de loisir s'est transformé en un véritable phénomène social, influençant les modes d'expression, les codes culturels et même le langage d'une génération entière. Mais derrière cette popularité fulgurante se cache un **double visage**. D'un côté, TikTok est un formidable espace de créativité : on y découvre des talents cachés, des humoristes, des chanteurs, des cuisiniers ou encore des vidéastes capables d'attirer des centaines de milliers de vues en quelques heures. Il offre aux jeunes une **tribune ouverte**, où l'on peut rire, inventer, partager et parfois même rêver à une carrière d'influenceur.

De l'autre côté, l'application est aussi le théâtre de **dérives inquiétantes** : contenus vulgaires ou violents, exhibitionnisme, mise en scène de comportements dangereux, cyber harcèlement, sans oublier l'influence nocive de certains pseudo-modèles qui banalisent la provocation et la transgression. TikTok devient alors le miroir grossissant des fractures sociales et morales d'une société en mutation rapide, où les repères traditionnels semblent vaciller face à la puissance hypnotique des écrans. C'est précisément ici que la question se pose avec acuité : **l'Algérie doit-elle réguler TikTok, en fixant des garde-fous pour protéger la jeunesse, ou aller plus loin en envisageant sa suspension pure et simple ?** Le débat est loin d'être théorique. Certains voient dans TikTok un danger pour la stabilité sociale et la sécurité nationale ; d'autres y voient au contraire un espace d'expression populaire qui ne doit pas être étouffé. Entre la tentation de l'interdiction et la nécessité d'une régulation intelligente, l'Algérie se trouve face à un dilemme stratégique.

I. TIKTOK, MIROIR D'UNE JEUNESSE EN QUÊTE DE REPÈRES

L'une des clés du succès fulgurant de TikTok en Algérie réside dans sa capacité à offrir aux jeunes un **espace d'expression inédit**, accessible à tous et sans barrières institutionnelles. Là où la télévision, la presse ou même certaines plateformes numériques restaient dominées par des logiques élitistes ou commerciales, TikTok a ouvert la porte à une créativité spontanée. En quelques secondes, un adolescent peut partager une blague, une chanson, une recette de cuisine, ou encore un moment de vie quotidienne et toucher des milliers de spectateurs. Cet aspect démocratique de la création de contenu explique pourquoi tant de jeunes s'y reconnaissent : **ils y trouvent une scène où leur voix compte, sans avoir besoin de moyens financiers ni d'appuis particuliers**. Dans ce nouvel écosystème, **les influenceurs sont devenus de véritables modèles sociaux**. Certains cumulent des centaines de milliers, voire des millions d'abonnés. Leur popularité dépasse largement les frontières du virtuel : ils sont cités dans les discussions quotidiennes, imités dans les cours de récréation et parfois même invités dans les médias traditionnels. Ils représentent une forme d'« **ascension sociale numérique** » qui fascine autant qu'elle interroge : comment un simple téléphone portable peut-il transformer un jeune inconnu en figure de référence pour des milliers de ses pairs ? Pour une partie de la jeunesse, ces influenceurs incarnent une réussite alternative, loin des circuits classiques de l'école, du travail ou de la politique. Mais TikTok ne se limite pas au divertissement. **Il est aussi devenu un lieu de contestation implicite**. Derrière les vidéos humoristiques ou satiriques, on devine souvent une critique sociale voilée : dénonciation de la hogra, moqueries sur la bureaucratie, caricatures des inégalités ou des difficultés de la vie quotidienne. Les jeunes, de temps en temps sans en avoir pleinement conscience, utilisent TikTok comme un « **dé fouloir numérique** », un espace où ils expriment ce qu'ils n'oseraient pas dire dans d'autres sphères. Ce rôle cathartique en fait à la fois un outil d'émancipation et un révélateur des tensions sociales qui traversent l'Algérie contemporaine. En somme, TikTok agit comme un miroir grossissant des aspirations et des frustrations d'une génération en quête de repères. Entre créativité, nouveaux modèles sociaux et contestation diffuse, il cristallise les espoirs d'une jeunesse qui cherche à exister dans un monde où les voies traditionnelles semblent bouchées.

II. LES DÉRIVES INQUIÉTANTES D'UNE PLATEFORME SANS GARDE-FOUS

Si TikTok séduit par sa spontanéité et son accessibilité, cette liberté apparente cache un revers de la

médaille : l'absence de garde-fous solides ouvre la voie à une série de dérives inquiétantes qui interpellent aussi bien les familles que l'État.

1. La propagation de contenus violents, vulgaires ou dangereux

TikTok est saturé de vidéos qui, sous couvert de divertissement, banalisent la violence ou la vulgarité. En Algérie, il n'est pas rare de voir des jeunes exhiber des couteaux, filmer des bagarres de rue ou encore mettre en scène des comportements agressifs pour gagner en visibilité. Ces vidéos deviennent rapidement virales, incitant d'autres adolescents à reproduire les mêmes gestes dans une logique de surenchère. De plus, les contenus vulgaires – langage grossier, chorégraphies suggestives, scènes inappropriées – se multiplient, accessibles à des enfants parfois âgés de moins de 12 ans. Ce phénomène participe à une **dégradation des codes sociaux et moraux**, et brouille la frontière entre ce qui est acceptable ou non dans l'espace public.

2. Cyberharcèlement et imitation de comportements à risque

TikTok favorise aussi le **cyber harcèlement**, un fléau en pleine expansion. Les commentaires haineux, moqueries collectives et « **raids numériques** » peuvent détruire psychologiquement des adolescents fragiles. Des cas d'élèves humiliés sur la plateforme ont été signalés dans certaines villes algériennes, avec des conséquences allant de l'isolement social à la dépression. Par ailleurs, la logique virale de TikTok encourage occasionnellement l'imitation de comportements à risque. Des « **challenges** » dangereux circulent : ingestion de produits nocifs, conduites imprudentes à moto ou en voiture, ou encore défis consistant à se filmer dans des situations extrêmes. À l'échelle internationale, certains de ces défis ont conduit à des accidents graves, voire à des décès. Importés en Algérie par effet de mode, ils menacent directement la sécurité des jeunes utilisateurs.

3. Impact sur l'école et la famille : dépendance et perte de repères

Le succès de TikTok repose sur une mécanique addictive : les courtes vidéos, enchaînées sans fin, maintiennent l'attention pendant des heures. De nombreux parents algériens témoignent que leurs enfants passent **plus de trois à cinq heures par jour** sur la plateforme, au détriment de leurs devoirs scolaires, de leur sommeil et même de leur communication familiale. À l'école, les enseignants constatent une baisse de concentration, une **dépendance aux écrans** et un vocabulaire de plus en plus influencé par les « **trends** » TikTok. La famille et l'école, piliers traditionnels de la socialisation, perdent ainsi du terrain face à une plateforme étrangère qui façonne en profondeur les comportements et les mentalités des jeunes.

4. Débat sur la sécurité nationale : manipulation, propagande et influence étrangère
Au-delà des aspects sociaux, la question de la sécurité nationale se pose. TikTok n'est pas une plateforme neutre : elle appartient au groupe chinois ByteDance et ses algorithmes de recommandation sont opaques. De nombreux experts soulignent que ces algorithmes peuvent être utilisés pour **orienter l'opinion publique**, diffuser de la propagande ou manipuler des perceptions collectives. En Algérie, pays traversé par des tensions sociales et politiques, TikTok peut devenir un **vecteur de manipulation extérieure**. Des contenus viraux peuvent amplifier la colère, propager de fausses informations ou encourager des comportements de masse incontrôlables. Plusieurs États (Inde, États-Unis, pays européens) ont déjà ouvertement évoqué ce risque en allant jusqu'à **suspendre ou restreindre l'application** sur leur territoire. L'Algérie ne peut donc pas ignorer ce danger : derrière l'apparente légèreté des vidéos, se cache un **enjeu géopolitique de souveraineté numérique**.

III. L'ALGÉRIE À LA CROISÉE DES CHEMINS : RÉGULER OU SUSPENDRE ?

La décision face à TikTok n'est pas binaire dans ses conséquences : chaque option (régulation / suspension) porte des bénéfices, mais aussi des risques politiques, juridiques et sociaux.

Plan d'action pragmatique inspiré des mesures adoptées ailleurs.

Option 1 — Réguler : encadrer pour maîtriser
Objectif : préserver l'espace d'expression et l'économie créative tout en protégeant les publics vulnérables et la souveraineté numérique.
Mesures concrètes recommandées
1. Encadrer les influenceurs
- Imposer l'enregistrement officiel des comptes professionnels dépassant un seuil d'abonnés (ex. > 50k) pour responsabilité civile et fiscale.
- Obliger la mention « **contenu sponsorisé** » et des règles publicitaires strictes (protection des mineurs, interdiction de produits dangereux).
- Sanctions administratives et fiscales pour promotion de contenus illégaux (drogue, incitation à la haine, mise en danger).
2. Créer une autorité de régulation numérique (ou élargir une instance existante)
- Mandat : surveillance des contenus préjudiciables, gestion des signalements, coopération avec plateformes et opérateurs télécoms.
- Pouvoirs : demandes de retrait rapides, amendes, injonctions techniques (blocage sélectif de vidéos ou comptes).
3. Exiger la transparence algorithmique et la localisation des données
- Négocier avec TikTok/ByteDance un accord de localisation/segmentation des données algériennes (si possible) ou des audits indépendants réguliers.
- Exiger la plateforme à publier un rapport semestriel sur modération, retraits et demandes gouvernementales.
4. Éducation numérique (cyberéducation)
- Programmes scolaires obligatoires sur littératie numérique, sécurité en ligne, psychologie des réseaux et gestion du temps d'écran.
- Campagnes nationales (TV, mosquées, centres culturels) ciblant parents et enseignants.
5. Mécanismes de coopération internationale
- S'appuyer sur bonnes pratiques internationales et plateformes multilatérales pour audits et expertise technique.

- Sanctions administratives et fiscales pour promotion de contenus illégaux (drogue, incitation à la haine, mise en danger).

2. Créer une autorité de régulation numérique (ou élargir une instance existante)

- Mandat : surveillance des contenus préjudiciables, gestion des signalements, coopération avec plateformes et opérateurs télécoms.
- Pouvoirs : demandes de retrait rapides, amendes, injonctions techniques (blocage sélectif de vidéos ou comptes).

3. Exiger la transparence algorithmique et la localisation des données

- Négocier avec TikTok/ByteDance un accord de localisation/segmentation des données algériennes (si possible) ou des audits indépendants réguliers.
- Exiger la plateforme à publier un rapport semestriel sur modération, retraits et demandes gouvernementales.

4. Éducation numérique (cyberéducation)

- Programmes scolaires obligatoires sur littératie numérique, sécurité en ligne, psychologie des réseaux et gestion du temps d'écran.
- Campagnes nationales (TV, mosquées, centres culturels) ciblant parents et enseignants.

5. Mécanismes de coopération internationale

- S'appuyer sur bonnes pratiques internationales et plateformes multilatérales pour audits et expertise technique.

Avantages de la régulation

- Maintient un espace d'expression et d'innovation.
- Permet une réponse ciblée aux risques (plutôt qu'une interdiction générale).
- Moins de pression diplomatique et économique qu'une suspension totale.

Option 2 — Suspendre : interdiction totale ou ciblée

Objectif : couper rapidement une source jugée dangereuse (contenus extrêmes, manipulation, menace pour l'ordre public).

Formes possibles

- **Suspension totale** de l'application (mesure forte, immédiate).
- **Suspension ciblée** (bloquer certains comptes, trends, ou bande passante pour l'application).
- **Interdiction sur appareils publics** (fonctionnaires, écoles, universités), mesure plus courante et moins intrusive.

Risques majeurs

- **Censure et crise de légitimité** : une interdiction globale sera vécue par beaucoup comme une atteinte à la liberté d'expression avec une probable réaction sociale et politique.
- **Effet limitatif** : les usagers contournent souvent l'interdiction via VPNs, contournant la mesure sans régler les vraies causes (désaffection sociale, manque d'éducation).
- **Impact économique** : l'interdiction affecte les créateurs locaux, les micro-entrepreneurs et l'économie des influenceurs.
- **Répercussions diplomatiques** : risque de tensions avec des acteurs internationaux et d'isolement technique.

Avantages potentiels

- Mesure radicale rapide pour stopper une crise (p. ex. vague de défis dangereux ou désinformation massive).
- Envoi d'un signal fort sur l'importance accordée à la protection des mineurs et à la sécurité nationale.

Comparaison : expériences étrangères (précédents utiles)

- **Inde (bannissement total en 2020)** : interdiction soudaine de TikTok et d'autres applications chinoises pour motifs de souveraineté et sécurité ; effet : disparition massive d'un écosystème numérique local et redirection vers plateformes locales — solution efficace, mais radicale et couteuse pour les créateurs. [TIME](#)Wikipédia
- **États-Unis / institutions occidentales** : interdiction **sur appareils gouvernementaux** et restrictions sur campus ; législation visant la cession de la plateforme ou des mesures de découplage si aucune confiance n'est obtenue. Cela illustre une stratégie graduée (contrôle institutionnel d'abord). [Council on Foreign Relations](#)[TIME](#)
- **Pays arabes / Afrique** : suspensions temporaires ont été utilisées durant des crises (ex. Jordan, Sénégal, Somalie – blocages pendant troubles politiques ou exigences de conformité avant levée). Ces précédents montrent l'usage de la suspension comme **levier politique** à court terme. [Wikipédia](#)
- **Europe / France** : interdictions d'applications « **récréatives** » sur téléphones officiels et débats publics sur addiction et protection des mineurs — exemple d'approche ciblée et institutionnelle. [École Galilée](#)

Recommandation stratégique pour l'Algérie (plan hybride — pragmatique et proportionné)



Plutôt qu'un choix binaire, je propose une **stratégie en trois phases** :

1. Phase 1 — Mesures immédiates (30-90 jours)

- Interdire TikTok **sur appareils publics** (État, administrations, écoles) ; lancer campagnes d'information pour parents/enseignants.
- Créer une cellule d'urgence interministérielle (Éducation, Intérieur, Communication, Télécoms) pour **assurer une veille sur les tendances dangereuses** et retirer les contenus locaux problématiques rapidement

2. Phase 2 — Régulation et infrastructure (3-9 mois)

- Mettre en place une **autorité de régulation numérique** et des règles d'enregistrement/contrainte pour influenceurs.
- Négocier avec ByteDance sur audits, accès aux données et mécanismes de notification locale ; si refus, prévoir mesures techniques ciblées.
- Lancer curriculum national de littératie numérique et formation des enseignants.

3. Phase 3 – Évaluation et souveraineté (9-18 mois)

- Évaluer l'efficacité : indicateurs (réduction des trends dangereux, heures d'écran, signalements traités).
- Si les règles, audits et mesures d'atténuation échouent durablement. Il faut envisager une suspension partielle ou complète, en préparant des mesures d'accompagnement pour créateurs et alternative locale.

Suspendre TikTok peut donner l'impression d'une solution simple et radicale — mais elle est lourde de conséquences sociales, économiques et techniques. Réguler, en revanche, exige des capacités administratives, une volonté politique forte et des dispositifs techniques (audits, localisation des données, autorité indépendante), mais offre une réponse plus équilibrée et durable. Pour l'Algérie, la solution réaliste et responsable est **hybride** : mesures immédiates de protection institutionnelle, régulation stricte et ambitieuse, et recours à la suspension seulement en dernier ressort si la plateforme s'avère ingérable ou hostile à toute coopération.

CONCLUSION : VERS UNE SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE ALGÉRIENNE

La question de TikTok n'est pas simplement un débat sur une application de divertissement. Elle révèle en profondeur les fragilités et les enjeux d'un pays confronté à la mondialisation numérique. En réalité, c'est toute la problématique de la **souveraineté numérique** de l'Algérie qui se trouve posée. Faut-il fermer les yeux sur les dérives et accepter une dépendance technologique totale aux plateformes étrangères ? Faut-il interdire brutalement et risquer d'isoler une jeunesse déjà en quête d'espaces d'expression ? Ou bien faut-il oser inventer une **voie algérienne originale**, qui conjugue ouverture au monde et protection de l'intérêt national, en posant des règles claires, souveraines et adaptées à notre société ? Ce débat doit désormais être porté au niveau national, mobilisant les institutions, les experts, la société civile et surtout la jeunesse, première concernée. L'Algérie a l'occasion de transformer un problème en opportunité : celle de **définir son propre modèle de gouvernance numérique**, fondé sur l'éthique, la sécurité, la culture et l'innovation locale. En somme, TikTok n'est que le révélateur d'un défi plus large : bâtir une souveraineté numérique algérienne, condition essentielle pour protéger notre jeunesse, affirmer notre indépendance technologique et préparer l'avenir du pays à l'ère digitale. L'avenir de l'Algérie ne se jouera pas dans les algorithmes étrangers, mais dans sa propre souveraineté numérique.

* Université de Constantine 2

Insécurité urbaine et bandes organisées

■ Quand la société se regarde dans un miroir inquiétant

Par OUKACI Lounis*

1ère partie

1. Introduction
Depuis plusieurs années, l'Algérie fait face à l'émergence d'un phénomène préoccupant qui suscite l'intérêt tant des chercheurs en sciences sociales que des acteurs institutionnels et de l'opinion publique : l'augmentation des affrontements violents entre groupes organisés dans les milieux urbains. Les violences, largement relayées par la diffusion instantanée de vidéos sur les réseaux sociaux, se présentent désormais comme un phénomène social prépondérant, observable dans plusieurs wilayas et de plus en plus manifeste dans le quotidien des citoyens. Traditionnellement cantonnées à des altercations de voisinage sporadiques, souvent confinées à la nuit ou aux zones périphériques, ces manifestations de violence se manifestent désormais en plein jour, au sein même des cités et des espaces de vie collective. Les protagonistes – le plus souvent des adolescents ou de jeunes adultes – s'affrontent armés de sabres, de barres de fer ou accompagnés de chiens dressés, donnant à ces scènes un caractère d'autant plus choquant qu'elles se déroulent sous les yeux impuissants des habitants. L'espace urbain, qui devrait être le lieu de la coexistence pacifique, se transforme alors en théâtre d'intimidation et d'insécurité. L'ampleur et la fréquence de ces affrontements soulèvent une question centrale : assistons-nous à de simples rixes liées à l'oisiveté et au désœuvrement d'une jeunesse marginalisée, ou bien à l'émergence d'un phénomène criminel organisé, porteur de menaces structurelles pour la société algérienne ? Cette interrogation est d'autant plus urgente que plusieurs éléments viennent accr-

« Lorsqu'une société abdique ses espaces de contrôle social, les bandes de jeunes cessent d'être de simples révoltés : elles deviennent des institutions parallèles, capables de concurrencer l'État sur son propre territoire. »

(Inspiré de Hagedorn, 2008 ; Shaw & McKay, 1942)

diter l'hypothèse d'une dynamique plus profonde : la simultanéité d'événements dans différentes régions, l'organisation apparente des groupes, la diffusion rapide des images créant un effet de panique collective. Au-delà de la dimension sécuritaire, ces violences révèlent des multiples dysfonctionnements : fractures sociales, chômage endémique, échec du système éducatif à offrir des perspectives et des repères, absence d'alternatives culturelles et sportives pour une jeunesse nombreuse et en quête d'identité. En ce sens, les bandes organisées constituent moins un accident ponctuel qu'un symptôme visible d'un malaise sociétal durable.

Ce phénomène n'est pas propre à l'Algérie. De nombreuses sociétés contemporaines, notamment au sein des pays de l'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne ou d'Amérique latine, ont connu des formes similaires de violence urbaine, qui traduisent souvent la rencontre explosive de fragilités socio-économiques et de transformations culturelles rapides. Cependant, son émergence dans le contexte algérien actuel – marqué par une jeunesse démographiquement dominante, une crise de confiance entre population et institutions et une vulnérabilité accrue aux influences extérieures – doit être analysée avec rigueur et anticipée avec responsabilité. Dès lors, cet article se propose d'examiner le phénomène des bandes organisées en Algérie comme un enjeu sociétal majeur. Elle cherchera à comprendre ses manifestations concrètes et ses causes profondes, à analyser ses impacts sur la sécurité et la cohésion sociale et à identifier les réponses possibles,

qu'elles soient sécuritaires, éducatives, culturelles ou politiques. L'objectif n'est pas seulement de décrire une réalité préoccupante, mais d'en éclairer les enjeux stratégiques afin de contribuer à la construction d'une réponse nationale cohérente et durable.

2. DE LA RIXE DE QUARTIER AU PHÉNOMÈNE ORGANISÉ

2.1. UNE ÉVOLUTION PROGRESSIVE ET INQUIÉTANTE

Les affrontements de rue entre jeunes ne sont pas un nouveau phénomène dans les villes algériennes. Depuis plusieurs décennies, les quartiers populaires ont connu des rivalités locales, souvent liées à des différends personnels, à des disputes territoriales ou à des compétitions sportives informelles. Ces rixes restaient toutefois limitées dans le temps et l'espace, s'exprimant principalement à travers des bagarres improvisées, rapidement dispersées par la présence d'adultes, de voisins ou de forces de l'ordre. Cependant, au cours des dernières années, on observe une transformation qualitative et quantitative de ces affrontements. De simples querelles ponctuelles, on passe à des mobilisations collectives de plusieurs dizaines d'individus, parfois issus de différents quartiers d'une même ville. Ce glissement traduit l'émergence d'une logique de bande structurée, où l'appartenance à un groupe violent devient une forme d'identité sociale et de reconnaissance pour certains jeu-

nes marginalisés. Cette dynamique s'inscrit dans ce que la sociologie urbaine appelle la « gangisation » de la jeunesse (Klein, 1995 ; Hagedorn, 2008), c'est-à-dire le passage de l'attroupement spontané à une forme plus organisée de violence collective.

2.2. LES NOUVEAUX MOYENS DE L'INTIMIDATION URBAINE

Parallèlement à cette évolution organisationnelle, les modes d'action des bandes connaissent également une mutation préoccupante. Alors que les bagarres traditionnelles se limitaient le plus souvent à l'usage des poings ou d'objets improvisés, les groupes actuels recourent de manière systématique à des armes blanches (sabres, machettes, couteaux de grande taille, barres de fer), ce qui accroît à la fois la dangerosité des affrontements et leur potentiel meurtrier.

Un autre élément nouveau est l'utilisation d'animaux dressés, en particulier des chiens de combat, qui renforcent l'effet d'intimidation et accentuent la perception d'une violence « *professionnelle* ». Ces pratiques, autrefois associées à des gangs criminels dans certaines métropoles internationales (Rio de Janeiro, Johannesburg, Paris), s'importent aujourd'hui dans les cités algériennes, créant une rupture avec les formes traditionnelles de conflictualité urbaine. Enfin, il convient de souligner la dimension performative et médiatique de ces affrontements. La captation et la diffusion immédiates de vidéos via les réseaux sociaux transforment chaque rixe en spectacle, amplifiant son retentissement et encourageant, par effet d'imitation, d'autres groupes à reproduire ces scènes de violence. L'espace numérique devient ainsi un catalyseur de la conflictualité, donnant aux bandes une visibilité disproportionnée et alimentant la psychose collective au sein de la population.

A suivre

*Professeur - Université de Constantine 2

Jeunesse algérienne

■ Partir pour apprendre, revenir pour construire !



Par Cherif Ali*

LA MER EST UNE VASTE DOULEUR, ELLE NE PEUT ÊTRE DOMPTÉE.
Il y a « harragas » lorsqu'il n'y a pas de visas.

Depuis des décennies, les déplacements humains se sont compliqués. Là où le monde libre vantait jadis les frontières ouvertes face au « rideau de fer », aujourd'hui les pays développés ferment leurs portes aux jeunes du Sud, accusant même leurs États d'« encourager le départ ».

De nombreux jeunes Algériens veulent tenter la « hargha », au moment même où d'autres, du même âge, s'imposent dans l'économie, la culture, le sport et la politique.

L'État ne peut ni enfermer les premiers, ni offrir un avenir immédiat à chacun.

Faute de perspectives, certains continuent à « tenter le diable », défiant les vagues à bord d'embarcations de fortune.

Beaucoup de jeunes diplômés, médecins notamment, ne demandaient pas des privilèges mais seulement des moyens décents pour exercer dans les régions enclavées. Faute de dialogue avec les tenants du pouvoir de l'époque, certains sont partis. Recrutés par des hôpitaux français, ils ont même été décorés pour leur rôle dans la lutte contre la Covid-19 et aussi et surtout d'avoir comblé les déserts médicaux de l'hexagone

L'IMMIGRATION CHOISIE : QUAND L'OCCIDENT SÉLECTIONNE

Sous couvert de « politique d'immigration

choisie », des pays comme la France ciblent les profils d'excellence : chercheurs, artistes, sportifs, étudiants brillants...

Autrement dit, on chercherait du côté de l'hexagone à troquer les meilleurs grâce à leur pays contre les médiocres qu'on veut rapatrier « à coups d'OQTF » !

RÉUSSIR AILLEURS, INSPIRER ICI

Qu'ils partent donc ces jeunes s'ils le veulent ; qu'ils reviennent surtout, car l'Algérie a besoin de leur énergie et de leurs idées.

Découvrir le monde est une richesse, à condition de ne pas rompre le lien avec la patrie.

Des figures comme Mouna Hamitouch, Dr Elias Zerhouni, Arezki Idjerouidene, ou encore pour illustrer davantage la réussite des Algériens qui partent, rappelons à Bruno Retalleau et consorts ce chiffre de 99000 entreprises créées en France par nos compatriotes qui ont ainsi offert ainsi pas moins d'un million d'emplois aux Français !

Tout ceci pour dire que l'Algérien n'est pas moins productif qu'un Allemand ou un Coréen, il lui manque surtout des conditions de travail sérieuses. L'exemple du barrage de Taksebt, construit dans les délais avec des ouvriers 100% algériens, le démontre : la rigueur du management change tout.

De ce qui précède, d'aucuns pourraient faire remarquer qu'exhorter les jeunes à partir équivaldrait à vider le pays de sa substance, de sa force de mobilisation, de l'élan et du dynamisme de ce segment particulier de la population.

Ils se trompent ceux qui pensent ainsi, car il s'agit d'un mouvement global de migration qui s'est déclenché dans le monde, inexorablement. Les jeunes de tous les pays émigrent et veulent aller dans les pays qui vont faire avancer le monde dans les 10, 20 ou 30 années prochaines.

Après, la destination choisie reste du do-

maine du libre arbitre !

Phénomène universel donc, à l'instar de ces français qui quittent l'hexagone pour trouver du travail, monter une entreprise ou réaliser leurs rêves. Ils sont partis vivre et travailler à New-Delhi, Shanghai, Hong-Kong ou Rio au Brésil. Certains d'entre eux ont monté des boulangeries au Québec ; ils croulent sous les CV de leurs compatriotes restés au pays, mais piaffent d'impatience de les rejoindre et de tenter l'aventure.

Alors que le chômage atteint des pics intolérables en France, des jeunes salariés dans les TIC et l'internet arrivent à gagner 25% de plus de ce qu'ils auraient perçus dans leur pays d'origine. Quelques chiffres concernant ces Français qui émigrent : ils sont 500 000 à Londres, 100 000 à Berlin, combien en Chine et à Dubaï ? En tout, ils sont quelque 2 000 000 !

Et combien sont-ils les Algériens qui sont partis et qui ont réussi ?

Autant ou plus, allez savoir.

Et cette question, faut-il partir pour réussir : oui peut-être au vu des exemples cités supra. Non, si on se réfère à ces exemples : Celui de cet Algérien, Hamza Bendelladj, jeune hacker de 24 ans qui a fait le buzz. Il était devenu célèbre malgré lui après avoir utilisé, frauduleusement, des serveurs destinés à prendre le contrôle d'ordinateurs personnels et aussi pour avoir fait une promotion agressive de leur virus pour voler des données confidentielles. Il avait fait l'objet d'une décision d'extradition et il a risqué gros dans cette affaire.

Non aussi, si l'on se rappelle de tous ces ingénieurs en pétrochimie et autres spécialistes en hydrocarbures, formés à grands frais par l'Algérie et vite débauchés par le Qatar et l'Arabie Saoudite !

Non également, si l'on pense au gâchis de tous ces informaticiens et autres hydrauliciens partis au Canada et ailleurs, car n'ayant pu cohabiter avec leurs responsables d'alors, aussi autoritaires que médiocres managers !

Faut-il pour autant encourager tous ces algériens et algériennes à rentrer au pays, à transformer leur savoir-faire et le mettre au

profit du développement socio-économique du pays ?

Certainement au vu des facilitations qui leurs sont octroyées par le nouveau code d'investissement en matière de création de start-up !

Donc, partir pour réussir oui, partir pour fuir, non !

LE REGARD DE L'ÉTAT

Dès son premier mandat, le président Abdelmadjid Tebboune avait dénoncé les humiliations subies par les sans-papiers algériens à l'étranger, plaidant pour leur respect et leur dignité.

Il a ainsi proposé d'envoyer des jeunes séjourner temporairement en Europe afin qu'ils constatent par eux-mêmes que leur avenir se joue d'abord en Algérie.

Il convient de le rappeler avec force : ce texte n'est en aucun cas une incitation à l'immigration clandestine.

Partir sans papiers, au risque de sa vie, n'est pas une solution !

La « hargha » est une tragédie humaine qui endeuille des familles entières. Si partir peut-être un projet réfléchi, mûri et encadré, fuir sans repères ni sécurité, c'est condamner sa jeunesse et son avenir.

Partir pour réussir, oui !

Pour étudier, travailler, apprendre et revenir plus fort !

Mais partir pour fuir, non !

La fuite n'offre que la douleur des familles, le deuil de vies englouties et la perte d'un potentiel précieux pour la nation. L'Algérie a besoin de ses enfants.

Pour conclure avec ce message destiné à Emanuel Macron et son fraîchement nommé Premier Ministre Sébastien Lecornu : « Dans leur majorité, les algériens demandeurs de visas, ne sont pas des va-nu-pieds et la plupart de ceux qui se rendent en toute légalité en Europe savent s'assumer et se font un point d'honneur à déployer leur civilité et le respect envers les hôtes qui les accueillent ! »

*Ancien Chef de Daira

Le 3 Septembre 2025 à Pékin

Par Djamel Labidi

Le monde émergent marche autour de Xi Jin Ping et Poutine. Il y a quelque chose d'impressionnant dans cette marche. Elle est lente, ample, elle rend quasiment visuel l'émergence de ce monde. Les chefs d'Etat qui y participent semblent sentir la gravité du moment. Une sorte de fierté d'y être, d'appartenir à un grand ensemble qui se forme, et, sur leurs visages, de la résolution, de la détermination. Certes, il manque à la marche le premier ministre de l'Inde mais il était là aussi, un peu avant, à la Conférence de coopération de Shanghai (OCS). 4 milliards d'hommes sont représentés dans cette conférence et par ces dirigeants qui avancent, face aux caméras du monde. Ils semblent déjà annoncer, anticiper la fin de l'hégémonie occidentale, la raconter.

Xi Jin Ping mène la marche. Il est comme à son habitude, modeste, sans tapage, sans fanfaronnade. Son visage, placide et mystérieux, incarne celui d'une Chine quatre fois millénaire; Il est celui d'une force tranquille. Marchant à ses côtés, il y a Poutine. Celui-ci est détendu. Il n'a plus son air sérieux et sévère. Il sourit. Il se «lâche» même; il est en confiance, il est d'évidence avec ses amis, les siens, son monde, le monde multipolaire comme il le nomme. On amène surpris le président chinois lui donner une tape amicale dans le dos pour l'inviter à avancer avec lui. Le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, sent, comme d'habitude, l'événement. Il est au premier rang et il bombe le torse. Le président de la Corée du nord, Kim Jong-Un est lui aussi en première ligne, et apparemment tient à le montrer. Ils sont tous certainement nationalistes, patriotes, et c'est l'heure de l'émergence des nations, étouffées trop longtemps par «le nationalisme occidental», mais quid de la démocratie et des libertés dans beaucoup de ces pays? La question ne peut être éludée.

Mais poursuivons. Le défilé (1) qui suit est encore plus impressionnant. Brusquement, la Chine apparaît comme une puissance technologique majeure, la première peut-être: ses canons au laser qui relèvent de la science-fiction, ses robots soldats qui marchent derrière les chars, ses missiles hypersoniques, ses drones sous-marins, ses navires sans pilotes et bien d'autres nouveautés. Ils ont travaillé, ils n'ont rien dit, dans le silence et soudain ils surgissent forts, très forts.

Dans ce défilé, il y a aussi, et c'est peut-être le plus important, l'aspect non militaire: il y a ces milliers de beaux visages juvéniles, jeunes gens et jeunes filles qui chantent en chœur. Il y a aussi, et surtout peut-être, l'aspect esthétique, la beauté du défilé, comme si on avait cherché à adoucir les armes. Plus qu'un défilé, c'est un spectacle. La même impression de perfection qu'on a lorsqu'on regarde les spectacles chinois. C'est à couper le souffle. Les qualificatifs manquent pour ce ballet impeccable, réglé au millimètre, comme un mouvement d'ensemble. Le design des tenues des soldats est de toute beauté, une sorte de synthèse, entre les uniformes de l'historique armée populaire de libération et la modernité, notamment dans les tenues des détachements féminins.

On ne peut s'empêcher de faire la comparaison avec le défilé étrange, hétéroclite, désordonné et débridé, qui avait eu lieu à Washington devant le président Trump le 14 juin 2025. (2)

UNE DÉLICIEUSE ATMOSPHÈRE DE DÉCLIN

Sur les plateaux mainstream occidentaux, on regarde en silence, impressionnés, l'événement. On sent qu'il se passe quelque chose ce 3 septembre à Pékin sur la place de Tien An Men. Les commentaires de la presse du lendemain exposent des sentiments divers: tout à la fois admiration, appréhension, crainte, désarroi.

Sur la chaîne française, LCI, véritable baromètre des médias mainstream, on peut entendre des commentaires inédits en forme d'aveux: «L'URSS s'est épuisée à rattraper les Etats Unis techniquement, aujourd'hui ce sont les Etats Unis qui vont s'épuiser à rattraper la Chine qui est loin devant.» «L'Occident n'est plus le centre du monde». Certains murmurent même que «l'Occident a perdu la partie». D'autres proposent ni plus ni moins que l'Europe devienne «non alignée», ni alignée sur les Etats Unis, ni sur la Chine et la Russie.

On sent parfois, sur des plateaux moroses, comme le parfum de ces délicieuses atmosphères désenchantées de déclin. On devine en ef-



Ce 3 septembre 2025 à Pékin restera probablement dans la mémoire des hommes comme un tournant, et peut-être même un point de bascule dans l'histoire des relations internationales et de l'évolution du rapport de forces mondial.

fet chez certains, à leur ton, qu'ils trouvent une sorte de plaisir mélancolique, de soulagement à cette fin de règne annoncée.

Il est vrai que le bilan global n'est guère propice à l'hégémonisme occidental. Il n'y a pas que l'aspect militaire, et les forces militaires conjuguées de la Chine et la Russie qui désormais équilibrent le rapport de puissances dans le monde, il y a aussi le rapport de force économique. La Chine est d'évidence aujourd'hui la première puissance économique: elle est le premier partenaire économique de 150 pays. En 2024 les BRICS représentaient déjà plus de 35% de l'économie mondiale contre 30% pour les pays du G7.

De plus, la situation se détériore pour l'Europe en termes géopolitiques.

L'aventure en Ukraine évolue décidément bien mal. L'Europe voulait faire payer à la Russie les dommages de la guerre. Mais c'est désormais les Etats Unis qui lui présentent la facture, non seulement celle la guerre en Ukraine mais aussi pour leur protection à venir, s'ils veulent la conserver. Ils leur imposent de consacrer 5% du PIB à l'armement, et l'achat des armes aux Etats Unis, y compris celles destinées à l'Ukraine. Exactement comme ils avaient présenté la facture des deux guerres du Golfe aux monarchies arabes et qu'ils continuent de «racketter» aujourd'hui les Etats du Golfe en échange de leur protection.

Les tentatives des dirigeants européens, notamment de la France et du Royaume uni, de maintenir les Etats Unis dans une opposition frontale avec la Russie, après les avoir entraînés dans la guerre en Ukraine, marquent le pas. Ce n'est pas un hasard si ces deux pays, France et Angleterre sont actuellement ceux qui poussent le plus à la confrontation avec la Russie. Leurs dirigeants sont confrontés à une grave crise intérieure, à la fois politique, économique, et morale. Ils peuvent être tentés, d'en rechercher la sortie par la guerre.

MAINTENIR ZELINSKY AU POUVOIR

Ils ont insisté bizarrement, depuis des mois, avant même d'ailleurs la perspective d'un cessez le feu ou d'un accord de paix, sur la nécessité de forces armées européennes sur le sol ukrainien. C'est d'autant plus bizarre qu'un accord de paix a justement pour objectif d'en finir avec la guerre et d'assurer la sécurité réciproque. Dès lors, la manœuvre apparaît clairement: ces troupes étrangères n'auraient d'autre mission que de maintenir en place Zelinsky et le pouvoir ukrainien actuel, et de les protéger contre toute velléité de changement, qu'elle soit populaire ou autre. Qui pourrait mieux défendre ces nouvelles marches de l'Occident européen que Zelinsky? Il en a, en effet, fait la preuve, avec une habileté et une ténacité qu'il faut lui reconnaître, et qui était inattendue au départ vu son parcours.

Les dirigeants européens guettent, avec angoisse chaque signe d'énervement de Trump à l'égard de Poutine, chaque indice qu'il serait prêt à revenir les protéger sur le front ukrainien; mais en vain. L'Europe n'est ni un Etat, ni une nation, ni une armée. Ils sont comme ils le disent eux-mêmes «400 millions de consommateurs». Pire, comme toujours dans l'Histoire, les difficultés, les échecs aussi bien économiques que militaires, ne feront immanquablement que la diviser toujours plus, réveillant des divisions ancestrales, exacerbant les identités et les nationalismes de chacun. Les nations européennes sont trop dif-

férentes, par la langue, la culture, l'Histoire. L'Europe a été un chaudron de haines. Il y a trop de souvenirs de guerres, trop d'intérêts différents pour qu'elles puissent s'unir. Forte et dominante, l'Europe n'a pu s'unir, comment le pourrait-elle affaiblie. De la même manière que la prospérité et la domination sur les autres l'avait unie, les difficultés économiques vont la diviser. Les nations veulent d'ailleurs déjà reprendre leur liberté étouffée, leur avenir confisqué par une bureaucratie supranationale.

LES ETATS-UNIS, LA CHINE, LA RUSSIE

Trump avait probablement compris que les choses avaient changé dans le monde bien avant les autres dirigeants occidentaux. Ses actes en sont la preuve.

Mais sa manœuvre terriblement habile et séductrice, il faut le reconnaître, de découpler la Chine de la Russie a fait long feu. Elle s'est au contraire traduite par un découplage des Etats Unis d'avec l'Europe. On verra si ceci est momentané ou si cela s'accroîtra.

Trump avait pourtant «sorti le grand jeu» pour arriver à ses fins. Il a déroulé à Poutine le tapis rouge en Alaska, il lui a promis, bien que défraîchi, le «rêve américain», un partage du monde, il lui a promis tout. Mais qu'est-ce que fait Poutine? Il va à Pékin. Il se rapproche encore plus de la Chine. Il montre, il confirme que l'alliance avec la Chine est stratégique. Il avait trouvé celle-ci dans les moments difficiles. Peut-être que Trump et l'appareil idéologique et diplomatique de l'Etat américain n'ont pas assez lu les déclarations de Poutine: sa résolution ferme et définitive de ne plus rien attendre de l'Occident après ses nombreuses déceptions et ce qu'elle a ressenti comme des trahisons de celui-ci à son égard. Sa résolution alors de se tourner vers sa dimension eurasiatique, et le reste du monde. Sa détermination à œuvrer à la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde. Son appel à un monde multipolaire, d'égalité entre nation. Puis son alliance stratégique avec la Chine, qui s'est donc nouée sur une vision stratégique, à un niveau historique.

Trump ne raisonnait pas au même niveau. Peut-être qu'avec sa culture d'homme d'affaires, même redoutable, il ne le pouvait pas. Il voulait faire affaire avec Poutine et celui-ci pensait à «la Russie éternelle».

Poutine aurait pu, comme les chefs d'Etat su-balernes, et il n'y en a hélas que trop, dire à Xi «Ecoutez, le moment est délicat, il y a la guerre en Ukraine, mettons notre alliance en veilleuse pur l'instant, cela rassurera les Etats Unis.» Non, bien au contraire, Poutine a renforcé ses liens avec ses soutiens, la Chine, les Brics.

Trump est obligé de s'entendre avec Poutine pour la bonne raison que celui-ci est devenu encore plus fort. Trump a sous-estimé apparemment Poutine. Peut-être que Poutine a donné ainsi plus de chances à la paix en Ukraine que ne l'aurait fait une Russie diminuée, vassalisée, se rapprochant des Etats-Unis mais en fait s'éloignant du reste du monde.

LA PAIX EN UKRAINE ET LA PAIX À GAZA

La meilleure nouvelle pour Gaza et la Palestine serait la fin de la guerre en Ukraine. Cela

n'apparaît pas évident au premier abord, mais les deux conflits sont en fait étroitement interdépendants.

Le terrible martyre de Gaza est, il ne faut jamais l'oublier, le résultat direct de l'hégémonie occidentale, celui de la politique des Etats-Unis et de l'Occident, sans lesquels le régime sioniste ne serait pas armé, ne subsisterait pas pour se livrer au génocide actuel. L'Occident, du moins celui dans sa version politique actuelle, s'est en fait condamné lui-même moralement à jamais en Palestine.

Les Etats Unis et l'Occident s'accrochent d'autant plus au Proche Orient, ils y sont d'autant plus acharnés et inhumains, amoraux, qu'ils perdent partout ailleurs de l'espace.

La guerre en Ukraine a été utilisée pour masquer les massacres à Gaza. Il y a fallu que les peuples, et particulièrement la jeunesse du monde brisent un autre blocus, celui de l'information autour du drame palestinien, de ce cauchemar qui se déroulait sous les yeux ouverts du monde entier. Le système d'information occidentale, la médiocratie, aussi bien aux Etats Unis qu'en Europe occidentale, ont tout fait pour étouffer les gémissements des enfants et de la population martyre de Gaza. Israël est allé jusqu'à exécuter froidement des dizaines de journalistes à Gaza et en Palestine. Aucun mouvement d'ampleur populaire n'a eu lieu dans le monde en faveur de l'Ukraine comme il s'est fait pour Gaza, et pourtant c'est l'Ukraine qui a eu l'attention soutenue, d'une information mercenaire, impavide, insensible même aux réalités de l'actualité. Ils ont émis pour cela, parfois 24h sur 24, en boucle, sur l'Ukraine, sur Poutine, sur la Russie. Mais ils n'ont pas pu étouffer la voix de Gaza et de l'humanité solidaire, et eux-mêmes désormais sont obligés de laisser filtrer des informations sur la Palestine martyrisée, de publier des reportages. Des Etats occidentaux sont obligés d'annoncer qu'ils reconnaissent l'Etat de Palestine, d'annoncer seulement, tellement les conditions qu'ils y mettent les déshonorent et signent leur mauvaise volonté à le faire. Les Etats-Unis ont donc déjà échoué à Gaza même s'ils continuent de s'obstiner.

Il faut donc espérer qu'une paix en Ukraine permette de libérer les forces pour Gaza, de rendre des grandes puissances comme la Chine et la Russie, plus actives, plus offensives sur cette question.

La paix en Ukraine concentrera d'autant plus alors les regards sur les crimes américains en Palestine, sur lesquels Trump garde le silence tout en mettant l'accent sur ses efforts de paix concernant d'autres conflits.

Il est très significatif que Trump, dans son obsession d'un prix Nobel de la paix, ne dise mot sur sa propre conduite envers la Palestine. C'est avouer par là même la contradiction dans laquelle il se trouve actuellement. Pourra-t-il longtemps y rester? Ce sera difficile pour lui. C'est aux peuples, c'est à la communauté mondiale, la vraie, celle qui était bien visible ce 3 septembre à Pékin, à l'aider à en sortir.

Notes :

(1) <https://www.youtube.com/live/-aH6rGs-Q4?si=wiMzsZ2TTasRpmx>

(2) <https://youtu.be/djYKA8t8fy0?si=qrY-SPfSiB6upVK8>

Avec la nomination de Lecornu à Matignon

Macron parachève le processus de remilitarisation de la France

Par Khider MESLOUB

1ère partie

Le capitalisme français s'est toujours revêtu des oripeaux de la finance et des appareils militaires. En effet, le capital bancaire s'est imposé comme la force dominante de dynamisation de l'économie, contrairement à l'Angleterre régentée et stimulée par le puissant capital industriel. En France, historiquement, la prééminence fut en permanence accordée au secteur bancaire, matérialisé par l'exportation des capitaux, les prêts, les emprunts d'Etat, tandis qu'en Angleterre, au contraire, l'investissement direct dans la production constitua la principale priorité économique, le pôle capital de développement.

De même, à l'opposé de l'Allemagne, à économie essentiellement fondée sur la grandeur de son industrie dynamique. Si la puissance de cette dernière s'appuie toujours sur la défense de son industrie, la France érige encore aujourd'hui sa puissance sur l'industrie de sa défense, autrement dit de son complexe militaro-industriel. Si l'Angleterre et l'Allemagne se sont économiquement développées par le dynamisme de leurs capitaines d'industrie, la France, elle, s'est enrichie par les coups de force de ses généraux d'armée. Les premières sont mues par l'esprit d'entreprise, la France, elle, est animée par l'esprit prédateur.

Depuis sa naissance, l'Etat français se fonde sur une perpétuelle conquête territoriale. Dès sa fondation, circonscrit initialement au petit périmètre parisien, il se lança dans une permanente entreprise d'expansion territoriale, une politique de guerre d'occupation des principautés limitrophes indépendantes. D'abord, par la conquête des territoires du sud, l'Occitanie, ensuite les autres régions hexagonales, notamment la Bretagne. Plus tard, sa politique impérialiste s'étendit à l'échelle internationale, par ses entreprises esclavagistes meurtrières et conquêtes coloniales génocidaires.

Historiquement, en France la place prépondérante accordée à l'Etat est séculaire. Sans remonter au Moyen-Âge, on peut établir le début de l'hégémonie de l'Etat avec le roi Louis XIV. Un roi qui n'hésitait pas à déclarer : « L'Etat, c'est moi. » Comme Macron et ses concitoyens de son acabit peuvent sans vergogne proclamer : « La civilisation, c'est nous ! »

L'hégémonie étatique s'affermir, plus tard, à la faveur de la Révolution française, sous la menace de l'intervention des puissances monarchiques européennes coalisées contre la nouvelle République, et de la contre-révolution intérieure. Ensuite, au début du XIXe siècle, dans une France toujours mue par une soif insatiable de conquêtes, au lendemain du coup d'Etat du 18 Brumaire (novembre 1799), sous le régime consulaire et impérial de Napoléon Bonaparte, premier chef d'Etat à livrer une guerre totale et totalitaire à l'ensemble des pays européens dans des campagnes de conquêtes exterminatrices et spoliatrices.

Cette singularité de la prééminence de l'Etat s'explique par deux facteurs. Tous deux liés à l'exacerbation permanente de la lutte des classes, inhérente à la France. En effet, la France fut continuellement émaillée de révoltes paysannes, populaires et bourgeoises. Et bien sûr de révolutions (1789, 1830, 1848, 1871). Le premier facteur tient à l'histoire de l'ascension de la bourgeoisie française. Contrairement aux autres pays européens, notamment l'Angleterre, il n'y eut pas de compromis historique entre la noblesse et la bourgeoisie pour fonder pacifiquement un Etat capitaliste moderne, en d'autres termes, assurer une transition paisible entre l'ancienne formation sociale et économique féodale et le nouveau mode de production capitaliste. La bourgeoisie française imposa son pouvoir par la violence ré-

La France doit sa grandeur essentiellement à son armée. Absolument pas à son industrie. Historiquement, la France s'est bâtie par la force de ses baïonnettes et de ses navires de guerre. Non à la force du poignet industriel de ses entreprises. Elle n'a jamais brillé par sa haute technologie industrielle. Mais par ses hauts faits de guerres de conquêtes, de spoliation, d'expropriation.



volutionnaire, autrement dit par l'élimination de l'aristocratie, symbolisée par la décapitation du roi Louis XVI en janvier 1793.

Le second facteur tient également à la singularité des classes paysannes et populaires françaises. Leur histoire est un éternel mouvement de révoltes radicales. Cette radicalité des luttes sociales populaires et/ou bourgeoises a contraint les classes régnautes successives (féodales puis bourgeoises) à durcir leur gouvernance, notamment par la militarisation de l'Etat, symbolisée par la prééminence de l'institution militaire. Les deux principaux bâtisseurs de la France moderne ne furent-ils pas des militaires ? Le général Napoléon Bonaparte et le général Charles de Gaulle.

Ainsi, la France s'est toujours distinguée par le surdéveloppement de son industrie militaire (aujourd'hui septième puissance mondiale, cependant classée troisième exportatrice d'armes) sur laquelle repose sa puissance. Son industrie nucléaire, civile et militaire renforce également son hégémonie. Ce faisant, l'industrie militaire et le nucléaire constituent le fondement de sa suprématie.

Ironie de l'histoire, la nation des « droits de l'Homme » demeure le pays impérialiste le plus militarisé du monde. Force est de relever que, depuis des siècles, le militarisme de la France est l'expression d'une politique de compensation par la violence militaire, de ses faiblesses économiques. La force brute de ses conquêtes coloniales anciennes comme celle de ses interventions impérialistes contemporaines lui servent d'adjuvants pour maintenir son rang de puissance mondiale, préserver ses intérêts économiques, notamment dans ses chasses gardées. C'est dans ce cadre historique militariste qu'il faut inscrire les velléités d'envoi de troupes militaires en Ukraine par l'Etat français.

Pour autant, aujourd'hui, sur le plan économique, sur l'échiquier des puissances internationales, la France est désormais reléguée en deuxième division. Elle ne joue

plus dans la cour des grandes nations industrielles hégémoniques, ni dans celle des puissants pays exportateurs. Selon des études économiques récentes, les pertes de part de marché de la France à l'international sont colossales, voire alarmantes. Notamment en Afrique où elle a perdu près de la moitié de ses parts de marché par rapport à la concurrence, passant de 12% à 7%. Le déficit de sa balance commerciale ne cesse de se creuser. En 2024, il a atteint 80 milliards. Sur le front économique hexagonal, le déficit budgétaire de l'Etat s'élève à « environ 185 milliards d'euros » en 2025, soit 5,4% du PIB. Cette aggravation de près de 47 milliards du déficit budgétaire met à rude épreuve l'économie française assoiffée de plus-values, d'argent frais.

En réalité, l'économie française survit en s'alimentant de subventions étatiques et de crédits garantis par l'Etat. L'Etat porte à bout de bras sa population paupérisée et ses entreprises estropiées.

L'activité essentielle de la France repose sur l'assistanat économique. Longtemps, seules les classes populaires vivaient de l'assistanat pour éviter de sombrer dans la paupérisation absolue. Aujourd'hui, y compris les patrons d'entreprises ne survivent que grâce aux multiples et diverses subventions octroyées par l'Etat.

Qui a dit que la France est un pays libéral ? Au vrai, la France se soviétise, au plan économique par la transformation du pays dominé désormais par le capitalisme d'Etat tiers-mondisé, au plan politique, par la militarisation de la société française, incarnée par la dictature sécuritaire actuellement en voie d'instauration diligentée par les nouveaux commissaires politiques installés à l'Elysée, lui-même gouverné par le Conseil de défense secret, une sorte de Politburo, organe suprême de l'Etat, devenu simple succursale du grand capital, en alliance avec son bras armé, l'OTAN.

La France a perdu de sa superbe. Néanmoins, en dépit de son incapacité d'augmenter sa compétitivité économique, de

renouer avec la croissance, la France continue en revanche à renforcer ses capacités militaires, à investir dans son secteur de l'armement en vue d'intensifier sa politique interventionniste impérialiste (comme l'URSS investissait principalement dans l'industrie de l'Armement. Or, en 1991, après son effondrement, on avait découvert que la 2e puissance mondiale tant vantée et redoutée était, certes, un géant militaire, mais un nain économique, à l'instar de l'actuelle France en déclin). Renouant ainsi avec ses inclinations prédatrices, avec son « esprit de conquête », comme l'avait proclamé le président Macron dès le lendemain de son élection à l'Elysée, dans son discours prononcé devant les parlementaires réunis en Congrès le 3 juillet 2017.

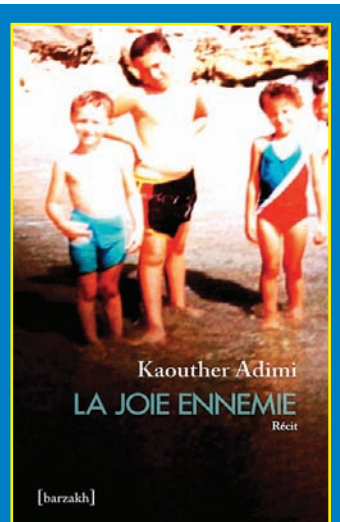
Sans nous surprendre, au moment où la France s'enfonce dans le sous-développement, la tiers-mondisation, elle adopte une posture belliqueuse. La martialisaton du discours diplomatique des dirigeants français constitue le pendant de la militarisation de la société française désormais soumise à la tyrannie des restrictions des libertés, à la dictature sécuritaire instaurée à la faveur de l'aggravation de la crise économique et institutionnelle. Cette militarisation constitue un tremplin à l'enrégimentement des esprits pour les préparatifs de guerre de conquêtes.

Sans conteste, dans ce nouveau contexte international marqué par le réalignement des alliances et la redistribution des cartes géopolitiques mondiales entre les principales puissances impérialistes, la France est de plus en plus clairement marginalisée, voire écartée des nouveaux pactes scellés au sein même du bloc atlantiste. De là s'explique, au plan international, le raidissement de sa diplomatie désormais violemment offensive pour tenter de maintenir désespérément son rang dans le concert des grandes puissances impérialistes. Et, au plan intérieur, l'extrême-droitisaton de ses orientations politiques foncièrement teintées de racisme décomplexé et d'agressivité éhontée.

A suivre

RÉCIT... DE VUE (S)

Médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



LA JOIE ENNEMIE
Récit de Kaouther Adimi.
Editions Barzakh, Alger, 2025,
239 pages, 1.200 dinars
Photo de couverture :
Ahmed Adimi (le papa), Annaba 1992

On dit qu'il ne faut jamais juger un livre à sa couverture. La couverture, c'est comme les titres en Une d'un journal. Ça doit attirer, susciter de la curiosité, accrocher. Eh bien, la couverture de l'ouvrage présente répond parfaitement à la définition. Elle est simple, instantanée, chargée d'émotion et d'amour... la naïveté artistique naturelle d'un papa pour sa toute jeune progéniture. Naïveté et spontanéité chargées de couleurs... correspondant très parfaitement à l'œuvre de Baya... visitée en solitaire et de nuit par l'auteure à l'Institut du monde arabe (Paris), un «endroit lugubre» et il y fait froid. Quatre ans plus tôt, elle avait accepté d'être enfermée au musée Picasso et sa nuit avait été «cauchemardesque» et le texte «s'était dérobé». Une expérience déjà expérimentée par un autre auteur algéro-français, mais transcri-

te différemment. Si celui-ci s'était laissé aller à nous rapporter ses connaissances en matière d'art, celle-là aborde son sujet autrement. Non pas en disséquant les qualités artistiques de Baya (la peinture et la poésie, à mon avis, sont les genres les plus difficiles à juger... même par les spécialistes) mais en mettant en valeur son parcours..., parcours d'une encore enfant livrée à la curiosité (en partie malsaine) d'une société franco-parisienne à la recherche de dépaysement. On était alors en pleine gloire coloniale.

Mais, aussi, et c'est ce qui fait la force du récit, c'est la «confession» de l'auteure elle-même qui nous raconte son enfance et sa jeunesse, en France puis en Algérie... durant les années de terrorisme islamiste. «Je voulais écrire sur elle, et pourtant, je n'écrivais que sur moi», avoue-t-elle. Résultat final : un texte puissant où l'art est un contrepoint lumineux à l'obscurantisme.

L'Auteure : Née en 1986 à Alger. Etudes de littérature. Vit et travaille à Paris. Déjà auteur de plusieurs ouvrages dont le remarquable «Nos richesses» (Prix Renaudot des Lycéens, Prix du Style et Prix Beur Fm, en 2017), «Les Petits de Décembre» (2019), «Au vent mauvais» (2022, Prix Montluc Résistance et Liberté 2023), «Des ballerines de papi-cha» (2010). Tous parus, aussi, en Algérie. Kaouther Adimi est aussi nouvelliste avec «Le Chuchotement des anges» et «Le Sixième œuf». A son actif aussi deux pièces théâtrales intitulées : «Le dernier quart d'heure» (2009) et «Le quai des fleurs» (2022)... Voir fiche documentaire in www.almanach-dz.com/culture/édition

Extraits : «Nous grandissons dans la crainte des bulletins médiocres et la croyance que, en plus de Dieu, toute l'Algérie nous observe et nous juge» (p 24), «Le portrait du radicalisé est impossible à établir, ou peut-être que si, il y a tout de même quelque chose : la fureur, la grande fureur, celle qui vous avale et vous transforme en monstre» (p 36), «L'Exposition coloniale ne se cantonne pas à Paris, un

peu partout en France des manifestations sont organisées. Ainsi, à Clermont-Ferrand, une affiche annonce simplement : «Les noirs sont arrivés» (p 51), «Le temps de la réparation (note : voiture en panne), nous nous restaurons dans une auberge; au menu, des brochettes d'agneau, des frites et une glace à moitié gelée, moitié fondue. Et cela ressemble bien à l'Algérie des années 90, moitié debout, moitié foutue» (p 115), «L'arabe, martèle à nouveau mon père, n'est pas une langue étrangère, c'est votre langue maternelle». Pourtant, la seule langue de mes pensées, de mes rêves, des histoires que j'invente est le français. Il ne disparaît pas, mais il devient clandestin. Plus mon père insiste et plus mon imaginaire lui résiste. C'est un territoire dans lequel il ne peut pas pénétrer» (p 149), «Je ne désirais qu'une chose pour ma part : partir, vite, loin, sans me retourner. Courir le monde, me perdre dans le mouvement, vivre dans l'ivresse de la vie, laisser derrière moi les souvenirs des bombes et des tirs, au moins pour un temps» (p210).

Avis Une forme assez originale de récit alternant, avec art, le présent et le passé, le sujet central chargé de beauté et des souvenirs d'enfance et de jeunesse souvent tragiques.

Citations : «Écrire exige de vagabonder... Écrire, c'est performer. Les écrivains marchent quand ils écrivent, écrivent quand ils marchent» (p 113), «Dans l'Algérie paranoïaque des années 90, le soupçon devient certitude» (p 127), «Pouvoir» signifie avoir la possibilité de faire quelque chose. «Devoir», c'est être tenu à quelque chose» (p 177), «L'écrivain est toujours misérable lorsqu'il force les confidences de ses proches, lorsqu'il insiste et espère une vérité qu'on ne veut peut-être pas lui donner» (p194), «Il n'y a pas d'archive sans destruction, on choisit, on ne peut pas tout garder. Là où on garderait tout, il n'y aurait pas d'archives. L'archive commence par la sélection, et cette sélection est une violence. Il n'y a pas d'archive sans violence» (p207, Jacques Derrida cité, in «Trace et archive»).

tous ses programmes pour diffuser pendant des heures des documentaires animaliers. C'est leur façon à eux, aux gens du gouvernement je veux dire, de gérer la crise» (p 246).

Avis Un rythme d'écriture très rapide. Affolant même. Certainement pour éviter tout «remplissage» pratiqué par bien de nos romanciers. C'est ce qui donne à son «Histoire» de l'Algérie, à partir des années 20 et jusqu'au début des années 90, une grande épaisseur.

Citations : «Ce n'est pas une mauvaise chose de mourir pour son pays» (Frantz Fanon cité, p 78), «Une minute suffit à faire basculer une vie. Une minute et tout ce qu'on a construit patiemment peut être détruit» (p 132), «Ce que vous permet l'art, c'est d'avoir le sentiment d'être à la fois éternel et mortel, c'est quelque chose d'effrayant et de douloureux mais aussi un sentiment extraordinaire. Admirer une œuvre, c'est repousser la mort, c'est permettre à la vie de gagner. Posséder ce genre d'œuvres d'art, c'est être béni des dieux» (p 161), «C'est donc ça être écrivain ? Couper, monter, imaginer des souvenirs et fouiller dedans ? Créer une histoire à partir de petits bouts ? Changer les dates, mélanger les événements ? Créer à partir de rien ? (p 201), «Une fille vous met face à vos contradictions, contrairement à une épouse qui veut bien feindre de ne pas les voir. Une fille ne vous pardonnera rien, n'accepte aucune faiblesse de la part d'un père, n'est jamais compréhensive» (p 270).

L'Auteure : Voir plus haut

Extraits : «Ce n'est pas parce qu'on a combattu pour la France et qu'on porte un uniforme français qu'on n'est pas des étrangers, hein ? Ah, les gens sont mauvais partout» (Un soldat arabe à la fin de la 2^e Guerre mondiale, p 51), «A chaque fois qu'un événement grave se produit, la télévision algérienne suspend

De Tianjin à Alger

La naissance d'un monde multipolaire

Par Salah Lakoues

Alors que la Chine et l'Inde scellent un accord historique de 75 milliards de dollars en monnaies locales, que l'OCS affirme son rôle face aux incertitudes mondiales et que l'Afrique adopte de nouveaux systèmes de paiement en dehors du dollar, un basculement géopolitique se dessine. L'Algérie, en accueillant la Foire africaine et en lançant des projets stratégiques comme Mindlink, s'impose comme un acteur clé d'un Sud global en quête d'autonomie.

Le basculement du monde : Chine, Inde, Algérie et la fin d'un cycle occidental

Le monde est en train de changer sous nos yeux. Ce n'est plus seulement une impression, mais une réalité confirmée chaque jour par des décisions économiques, politiques et technologiques qui redessinent les équilibres de la planète. Ce basculement n'est pas le fruit d'un hasard, mais celui de décennies d'accumulation de contradictions internes au capitalisme occidental, comme l'a souligné le professeur Richard Wolff : des contradictions que l'Occident a refusé d'affronter et de corriger, préférant les ignorer. Résultat : un système fragilisé, contesté, et désormais concurrencé par de nouvelles puissances.

L'avancée technologique chinoise : semi-conducteurs, automobile et ingénierie

La Chine a pris de vitesse ses rivaux. Dans l'automobile, le véhicule électrique Maextro S800 de Huawei a détrôné BMW et Mercedes, preuve que le luxe ne rime plus forcément avec l'Europe. Dans les semi-conducteurs, SMIC a surpris le monde en produisant des puces de 2 nanomètres sans dépendre des équipements américains ou européens. Une percée qui n'est pas seulement industrielle mais géopolitique, car elle annonce la fin du monopole occidental sur la haute technologie. L'ingénierie civile n'est pas en reste : avec plus de 20 000 ponts construits chaque année, la Chine défie les lois de la nature et s'impose comme leader mondial des infrastructures. Ces prouesses ne sont pas que du béton et de l'acier, elles symbolisent une vision stratégique : relier les territoires, raccorder les économies, rapprocher les peuples.

INDE-CHINE : LA « DANSE COOPÉRATIVE DU DRAGON ET DE L'ÉLÉPHANT »

À Tianjin, en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), Xi Jinping et Narendra Modi ont envoyé un signal fort : la Chine et l'Inde ne sont pas rivaux mais partenaires. Ensemble, elles représentent une population de près de trois milliards d'âmes et une capacité économique qui dépasse l'imagination.

La signature d'un accord de 75 milliards de dollars réglé en yuan est un séisme financier : non seulement l'Inde commence à réduire ses réserves en dollars, mais elle envisage désormais un avenir fondé sur les monnaies locales. C'est une remise en cause directe de la suprématie du

billet vert, sans réaction forte des États-Unis, englués dans leurs propres contradictions.

TRUMP, L'UE ET LA RECOMPOSITION DES ALLIANCES

L'élection de Donald Trump a accéléré ce mouvement. Ses tarifs punitifs de 50 % sur certains produits étrangers ont irrité ses alliés, fragilisé le commerce mondial et ouvert un boulevard à Pékin et Moscou. L'Europe, prise en étau, craint à la fois la fermeture du marché américain et l'inondation de ses marchés par les produits chinois.

Dans ce contexte, l'OCS apparaît comme un contrepoids structurant. Comme l'a rappelé Xi Jinping, elle incarne une responsabilité accrue pour préserver la paix et bâtir une civilisation plus équilibrée.

L'AFRIQUE ET L'ALGÉRIE : UN RÔLE STRATÉGIQUE

Dernière illustration de cette bascule : le nouveau système de paiement lancé par Pékin en Afrique. Désormais, une partie des échanges commerciaux entre la Chine et le continent échappe totalement au dollar. Sans réaction notable de Washington, pourtant conscient que c'est le socle de son hégémonie qui se fissure. En Afrique, cette innovation est accueillie comme une libération : l'accès au commerce international sans dépendance au billet vert.

L'Algérie, qui a accueilli récemment une nouvelle édition de la Foire africaine d'Alger, se trouve au cœur de cette transformation. Elle joue le rôle de carrefour stratégique : connectée à l'Afrique subsaharienne, à la Méditerranée et au monde arabe, elle incarne le potentiel d'un Sud global qui ne veut plus être périphérique mais moteur du nouveau système mondial. Le projet Mindlink, qui prévoit un câble électrique de 2 000 mégawatts vers l'Italie et une production de 10 gigawatts en Algérie, illustre concrètement cette ambition : exporter l'énergie verte africaine vers l'Europe et placer l'Algérie au cœur de la transition énergétique.

VERS UN SIÈCLE EURASIATIQUE ET AFRICAIN ?

Nous assistons peut-être à la fin d'un cycle. Le siècle qui s'ouvre n'est plus dominé par une seule puissance, mais par une pluralité d'acteurs capables de proposer des alternatives. La « danse coopérative du dragon et de l'éléphant » annoncée par Xi Jinping pourrait bien être le moteur du XXI^e siècle asiatique, tandis que l'Afrique, portée par des initiatives comme celles de l'Algérie, trouve une place centrale dans ce nouvel ordre.

L'histoire bascule rarement dans le fracas des canons. Elle bascule souvent dans les détails : un accord commercial en monnaies locales, une puce de 2 nanomètres, un pont qui relie deux mondes, une foire africaine qui redonne du souffle aux échanges Sud-Sud.

Ces détails, aujourd'hui, dessinent le contour d'un monde multipolaire qui n'est plus une hypothèse mais une réalité.



AU VENT MAUVAIS
Roman de Kaouther Adimi,
Editions Barzakh, Alger 2022, 280
pages, 1.000 dinars (Fiche de
lecture déjà publiée en
septembre 2022. Extraits pour
rappel. Fiche complète
in www.almanach-dz.com/bibliothequed'almanach/histoire)

Il y a un village perdu quelque part en Algérie, El Zahra.

Nous sommes en 1922 et il y a trois gamins : Tarek, Saïd et Leïla qui s'amusent et grandissent ensemble. Les deux premiers frères de lait (tous deux nourris au sein de Safia, une nourrice) mais les deux déjà secrètement amoureux de Leïla. Un peu plus tard, Tarek, orphelin très tôt, après avoir été berger, un berger timide et

Une rentrée scolaire exceptionnelle à Oran De nouvelles infrastructures, plus d'enseignants et le numérique en renfort

La wilaya d'Oran vit ces jours-ci au rythme des préparatifs de la rentrée scolaire 2025/2026, qui verra plus de 448.000 élèves rejoindre les établissements éducatifs des trois paliers: primaire, moyen et secondaire.

J. Boukraa

Cette rentrée se distingue par une série de mesures touchant à la fois les infrastructures, les ressources humaines et les moyens pédagogiques, afin de garantir des conditions d'accueil et d'apprentissage optimales. Dans ce cadre, M. Oubelaid Abdelkader, directeur de l'éducation de la wilaya, a présidé mardi une réunion de coordination en présence de l'ensemble des responsables du cycle moyen. Cette rencontre a permis de passer en revue les données relatives aux établissements éducatifs appelés à renforcer le secteur, ainsi que les chiffres concernant les effectifs d'élèves et les divisions pédagogiques inscrites dans ce palier. Le directeur de l'éducation a insisté sur l'importance de la mobilisation de tous afin d'assurer la réussite de ce rendez-vous pédagogique, tout en appelant à une préparation rigoureuse de l'accueil des élèves et de leurs parents, et à une prise en charge sérieuse de leurs préoccupations.

En effet sur le plan des infrastructures, le réseau éducatif de la wilaya s'est enrichi de douze nouvelles écoles primaires, de quatre collèges et de deux lycées. Des extensions significatives ont par ailleurs été réalisées avec la création de cinquante classes supplémentaires dans le primaire, vingt-trois dans le moyen et huit dans le secondaire, contribuant ainsi à alléger la pression des effectifs et à améliorer les conditions d'enseignement. Dans le même esprit, cinquante-quatre nouvelles cantines scolaires seront mises en service au niveau des écoles primaires, offrant aux élèves des repas équilibrés et favorisant de meilleures conditions de scolarisation, notamment dans les quartiers à forte densité démographique. Les nouveaux pôles urbains et quartiers en expansion ont également bénéficié d'une couverture éducative renforcée.

Le pôle Ahmed Zabana a ainsi vu l'ouverture d'une école et d'un collège, tandis que le quartier des 1.600 logements à Sidi El Bachir disposera d'une nouvelle école primaire, en attendant la réception d'un collège d'ici la fin du mois de décembre. À Mers El Kebir, une école a été réceptionnée dans le quartier des 700 logements, alors qu'une nouvelle école a vu le jour à Tafraoui, au douar Graïdia. Une autre a été réceptionnée au quartier des 500 logements à Bir El Djir, et un collège moderne est venu renforcer le quartier El Mahdia à Tlélât. Le secteur a également



enregistré un renforcement notable en matière de ressources humaines. Pas moins de 3.170 enseignants contractuels ont été intégrés définitivement, en plus de l'installation de plus de 50 nouveaux enseignants issus des écoles normales supérieures et de l'arrivée de 212 enseignants mutés depuis d'autres wilayas. Pour ce qui est de l'administration, 24 directeurs d'écoles primaires, 16 directeurs de collèges et 7 directeurs de lycées ont été installés après avoir bénéficié de cycles de formation, tandis que 231 ouvriers professionnels sont venus renforcer les établissements scolaires.

Concernant les moyens pédagogiques, la disponibilité du manuel scolaire est pleinement assurée grâce à la distribution de 2.241.488 exemplaires couvrant l'ensemble des cycles et des niveaux, dont 137.534 seront distribués gratuitement aux élèves issus de familles défavorisées, en application du principe de gratuité de l'enseignement. La rentrée scolaire 2025/2026 marque également une avancée significative dans le domaine de la numérisation. En effet, 438 écoles primaires de la wilaya seront progressivement dotées de tablettes numériques, un projet qui traduit la volonté d'intégrer les nouvelles technologies dans le processus éducatif. Quant au transport scolaire, il ne pose pas de problème particulier pour le primaire grâce à la proximité des établissements dans la majorité des quartiers. Toutefois, le défi demeure au niveau moyen et secondaire, où près de 2.000 élèves bénéficient de bus scolaires ou d'aides locales destinées à assurer la maintenance des véhicules et la continuité du service.

INSPECTION DES PROJETS SCOLAIRES EN PRÉVISION DE LA RENTRÉE 2025-2026

15^{ème} sûreté urbaine

6.600 pétards et feux d'artifice saisis

K.Assia

Deux jours seulement après la saisie de 109.500 unités de pétards et de feux d'artifice par les services de la sûreté d'Oran, un autre lot de 6.600 unités de produits pyrotechniques vient d'être confisqué par les éléments de la 15^{ème} sûreté urbaine au cours de plusieurs opérations d'assainissements lancées afin de lutter contre la commercialisation de ces produits prohibés et dangereux. Cette campagne menée par les services

de la police judiciaire vient en application d'un plan d'action mis en place à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui. En effet, l'exploitation des informations concernant l'activité de personnes suspectes a permis aux enquêteurs de mettre sur pied un plan minutieusement étudié lequel a donné lieu à la saisie de la quantité suscitée de produits pyrotechniques.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du dispositif opérationnel mis en place à l'occasion de la fête du

Dans le même cadre des préparatifs de la rentrée scolaire, le secrétaire général de la wilaya d'Oran a effectué mardi une tournée d'inspection dans plusieurs communes. Cette visite visait à évaluer l'état d'avancement des projets scolaires en cours et à s'assurer de la disponibilité des infrastructures pour accueillir les élèves dans de bonnes conditions. À Es-Sénia, plusieurs projets structurants sont en cours ou déjà achevés. Il s'agit notamment de la réalisation de restaurants scolaires dans les écoles 11 Décembre, En-Nasr, Hassan Hassani, Othmane Bay et Mohamed Ben Bouzekri, ainsi que de l'extension de classes au lycée Mohamed Rouiaï. Un groupe scolaire est également en construction au quartier Mohamed Boudiaf. La commune d'El Kerma bénéficie quant à elle de la construction de deux groupes scolaires, l'un au quartier 301 logements et l'autre au quartier 400 logements LPA/LPP, en plus de la réalisation d'un restaurant scolaire à l'école Ahmed Yahiaoui.

À Sidi Chahmi, la tournée a permis de constater la finalisation de l'extension de huit classes à l'école Bahoul Ahmed et la réception d'un restaurant scolaire à l'école Fekih Ahmed. D'autres cantines scolaires verront le jour au CEM Hadj Abdelhalim et dans plusieurs quartiers tels qu'En-Nejma 7, Es-Sabah et LPP Hayat Regency. Dans les autres communes, l'effort est également visible avec plusieurs chantiers achevés et d'autres en cours. Ainsi, la rentrée 2025/2026 à Oran se présente sous le signe du renforcement des capacités d'accueil, de l'amélioration des conditions sociales et pédagogiques et de l'ouverture sur l'innovation numérique, traduisant l'engagement des autorités éducatives à offrir aux élèves un cadre propice à la réussite et à l'épanouissement scolaire.

Mawlid Ennabaoui, a indiqué la cellule de la communication de la sûreté d'Oran. Les contrevenants ont été interpellés et feront l'objet de poursuites judiciaires pour commercialisation de produits dangereux et prohibés. La sûreté d'Oran précise à ce titre que ses services restent mobilisés pour lutter contre la commercialisation de ces produits dangereux et invite la population à signaler ce phénomène via le numéro vert le 1548, le numéro de secours le 17 ou l'application «Allo chorta».

Des instructions pour le recensement des biens communaux Vers l'octroi de nouveaux livrets fonciers pour les communes

D.B.

Dans la perspective de l'octroi de nouveaux livrets fonciers, les communes de la wilaya ont été instruites pour entamer un nouveau recensement de leurs biens, indiquent les services de la wilaya. Il s'agit selon les mêmes sources de répertorier les nouveaux biens acquis par les communes et susceptibles d'être régularisés et inclus dans le patrimoine communal. A ce titre, la commune d'Oran lancera prochainement une nouvelle opération de recensement de ses biens. En effet, les secteurs urbains ainsi que les différentes divisions et services de la commune procéderont, prochainement, à une opération de recensement de toutes les assiettes susceptibles de faire l'objet d'une récupération pour permettre la projection d'un équipement d'utilité publique. Selon nos sources, un rapport détaillé sur l'ensemble des assiettes recensées, notamment leur nature juridique, l'emplacement des sites, la superficie, etc., sera présenté au maire d'Oran.

Cette opération, rappelons-le, est la seconde du genre après la première opération lancée il y a quelques années et qui avait permis à

la commune d'Oran la récupération de plusieurs assiettes de terrains après la démolition de plusieurs entrepôts et dépôts. Ces terrains ont permis à la commune, entre autres, de transférer les services de la division de l'hygiène et de l'assainissement (DHA) et la réalisation de logements au profit des travailleurs communaux, la réalisation d'une annexe de l'état civil, etc.

Nos interlocuteurs soulignent que la commune dispose de plusieurs hangars et autres dépôts non utilisés à travers les quartiers de la ville, qui peuvent constituer un important portefeuille foncier. Il y a lieu de signaler que face aux nombreux programmes dont a bénéficié la wilaya, notamment ces dernières années, l'ex-wali d'Oran M. Saïd Sayoud avait, à maintes reprises, insisté sur la nécessité de récupérer toutes les assiettes abandonnées au niveau de ces dépôts et hangars. L'ex-premier responsable de l'exécutif avait aussi instruit les services concernés à récupérer les assiettes foncières après démolition des immeubles en ruine désaffectés. Dernièrement, plus de 1.200 livrets fonciers ont été remis aux communes de la wilaya d'Oran.

Célébration du 69^{ème} anniversaire de la création de l'UGCAA Une conférence et des ateliers ce samedi au musée du Moudjahid

K.Assia

Le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) d'Oran organisera samedi 13 septembre, au musée du Moudjahid, une rencontre à l'occasion du 69^{ème} anniversaire de la création de l'Union le 13 septembre 1956.

Une occasion pour rappeler cette journée historique et surtout les sacrifices consentis par toutes les composantes du peuple algérien contre l'occupation et le colonialisme, a indiqué M. Mouad Abed, coordinateur local de l'UGCAA Oran. Ainsi, une conférence sur le rôle et la participation des commerçants et des artisans à la guerre de

libération sera animée et de nombreux témoignages seront apportés à l'occasion de cet événement historique.

La journée sera aussi marquée par une série d'expositions d'archives sur ce rôle de cette composante du peuple qui sont les commerçants et les artisans algériens. Des ateliers sur l'entrepreneuriat et les porteurs de projets seront organisés, a fait savoir le responsable précisant que le but est de mettre en exergue les projets innovants et ce en coordination avec l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (USTO). Des moudjahidine seront honorés à cette occasion par les membres du bureau de l'Union.

Pour bagarre sur la voie publique Deux chauffeurs de bus de la ligne 11 arrêtés

K.Assia

Suite à l'exploitation d'une vidéo circulant sur les réseaux sociaux et montrant une altercation sur la voie publique entre deux chauffeurs de bus de la ligne 11, les éléments de la voie publique de la sûreté d'Oran ont ouvert une enquête. En effet, les policiers ont réussi à intercepter les deux bus et à arrêter les deux chauffeurs im-

plicqués dans cette bagarre et entrave à la circulation. Ils ont été conduits au siège de la 11^{ème} sûreté urbaine et des poursuites seront engagées à leur encontre. Les services de la voie publique rappellent que le numéro vert le 1548, le numéro de secours 17 et l'application «Allo chorta» sont mis à leur disposition pour signaler tout dépassement ou comportement qui risque de mettre leur vie en péril.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Amour Yamina, 87 ans, El Hamri
Benbella Nacer, 57 ans, Adda Benaouda
Jebli Sara, 30 jours, Misserghine
Benhoucine Hafida, 44 ans, Haï El Badr

Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 rabie el aouel 1447				
El Fedjr 05h17	Dohr 13h00	Assar 16h33	Maghreb 19h20	Icha 20h39



Bechar

Festival «Dz Fest», hommage à Hasna El Becharia

Un hommage sera rendu à la défunte artiste, Hasna El Becharia (1950-2024), à l'occasion de la 3ème édition du Festival algérien des arts et culture "DzFest", prévu du 14 au 27 septembre, à Londres et Nottingham en Grande Bretagne, a-t-on appris auprès des organisateurs. "Nous prévoyons l'organisation d'un hommage à la défunte artiste Hasna El Becharia, décédée le 1 mai 2024 à Bechar, au cours de notre manifestation "DZ Fest", qui aura lieu dans les villes de Londres et Nottingham, avec la participation d'une cinquantaine d'artistes algériens résidant à l'étranger, a indiqué à l'APS, lors d'un entretien téléphonique, Rachida

Lamri, fondatrice et présidente de l'association Culturama, principale organisatrice de ce festival dédié à la promotion du patrimoine culturel algérien.

Des projections suivies de débats du film-documentaire, "La rockeuse du désert", de la réalisatrice algéro-canadienne, Sara Nacer, est au menu aussi de l'évènement, a-t-elle encore fait savoir.

Et d'ajouter: "Cette œuvre cinématographique, d'une durée d'une heure et quinze minutes, récompensée par plusieurs prix internationaux et tournée sur une période de près de dix ans, dresse le portrait de la défunte Hasna El Becharia, seule femme à jouer avec dextérité du

guembri, unique instrument à cordes de la musique et danse Diwane". La troisième édition du festival "DzFest" mettra à l'honneur la richesse du patrimoine algérien à travers une série d'activités culturelles.

Le programme prévoit des concerts de musique traditionnelle, notamment avec le groupe "Gaada Diwane Béchar" et la chorale "Amal", fondée par des artistes algériens au Royaume-Uni.

Fondée en 2013, l'association "Culturama" œuvre à valoriser les traditions et expressions contemporaines de l'identité algérienne, avec un accent particulier sur les cultures du Grand Sud.

L'entreprise réalisatrice du complexe sportif sommée d'accélérer les travaux

L'entreprise réalisatrice du projet d'envergure du complexe sportif de Bechar a été appelée à accélérer le rythme des travaux de concrétisation de ce projet sportif dont le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a posé la première pierre en avril dernier, a-t-on appris, mercredi, des services de la wilaya.

Lors de leur récente visite au site des chantiers de ce projet, le wali de Bechar Ahmed Ben Youcef et le représentant du ministère de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, principal maître de l'ouvrage, Abdelhamid Bourouma, ont appelé l'entreprise réalisatrice à intensifier le rythme des travaux de cette importante infrastructure sportive dont le taux d'avancement est estimé actuellement à

20 pour cent, a-t-on précisé.

Le wali de Bechar et son hôte, en compagnie des responsables locaux des secteurs concernés et ceux de l'entreprise réalisatrice, ont au cours de cette visite, inspecté les différentes parties et segments du projet en cours de réalisation, et ce, en application des instructions des autorités centrales du pays portant sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux de ce complexe sportif, pour qui l'état a mobilisé toutes les ressources nécessaires afin de permettre sa réception dans les délais fixés à savoir 36 mois, a-t-on expliqué.

Ce projet imposant, qui s'étale sur une superficie de 40 hectares, implanté à sept (7) km au nord-ouest de Bechar, et à quatre (4) km de son aéroport "Boudghene Ben Ali Lofri", fait

partie des grands projets dont a bénéficié la région, dans le cadre de la modernisation de ses infrastructures sportives.

D'un coût global de 33 milliards de DA, il sera doté d'un stade couvert d'une capacité d'accueil de 25.000 places dont 2.000 pour VIP, 200 autres pour les médias, 80 places pour personnes aux besoins spécifiques et 22.700 places pour le public, le tout conçu selon les standards internationaux.

En plus de son stade, ce futur complexe sportif multifonctionnel, comprend aussi une salle omnisports, avec une capacité d'accueil de 400 places, une piscine semi-olympique, d'un stade d'athlétisme pouvant accueillir 6.500 spectateurs et d'un parking pour automobiles de huit (8) hectares.

Aïn-Temouchent

Un plan d'aménagement touristique de la ZET de Hammam-Bouhadjar

Un arrêté ministériel approuvant le plan d'aménagement touristique de la zone d'expansion et du site touristique (ZET) de Hammam-Bouhadjar, dans la wilaya d'Aïn-Temouchent, a été publié, récemment, a-t-on appris auprès de la direction locale du secteur.

Cet arrêté, signé par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Medahi, publié au Journal officiel (n 57), fixe à plus de 22 hectares la superficie aménageable sur un total de 72 hectares réservés à cette zone, permettant ainsi l'établissement d'un permis de lotir pour l'espace destiné à la construction, a indiqué le directeur de wilaya du Touris-

me et de l'Artisanat, Mohamed Bensaoud.

Pour le même responsable, l'arrêté ministériel permettra d'attirer un nombre « important » de projets d'investissement dans la zone d'expansion touristique (ZET) de Hammam Bouhadjar, réputée pour sa station thermique.

Cette assiette foncière sera proposée en cinq lots via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin de recevoir les offres des investisseurs, a-t-il encore fait savoir.

Dans cette optique, la direction du secteur de la wilaya a élaboré une étude technique relative à l'exploitation de ce foncier dans le cadre du plan

d'aménagement approuvé par le ministère de tutelle.

Cette étude prévoit la réalisation de deux camps de tourisme sur une superficie de 9 hectares, offrant une capacité d'accueil totale de 1.000 lits, ainsi qu'une résidence hôtelière de 300 lits.

Elle prévoit également un parc de loisirs et de divertissement sur 9 hectares, en plus de locaux commerciaux et de services, a précisé le même responsable. L'ensemble des investissements qui devront être concrétisés dans la ZET de la commune de Hammam-Bouhadjar permettra la création de 700 emplois directs et près de 1.000 emplois indirects, selon M. Bensaoud.

brigade de police judiciaire à la suite d'investigations de terrain, a permis le démantèlement de ce réseau criminel et l'arrestation de sept individus, a précisé la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

Elle s'est soldée également par la saisie d'un moteur

d'embarcation, d'un jerrican d'essence, ainsi que de plusieurs téléphones portables, selon la même source.

Après l'accomplissement de toutes les procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le parquet près le tribunal d'El-Amria, a-t-on indiqué de même source.

Mostaganem

Une délégation de l'Université Chemnitz en visite à l'Université Ibn Badis

Une délégation scientifique allemande de l'Université technique de Chemnitz a été accueillie cette semaine à l'Université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, a indiqué, mardi, un communiqué du rectorat de l'université.

Cette visite académique de cinq professeurs allemands, s'inscrit dans le cadre du projet de coopération SAXEED ECO, financé par le Service allemand d'échanges académiques (DAAD), a-t-on précisé de même source.

Durant leur séjour à Mostaganem, les experts allemands encadreront un «hackathon» intitulé Concours d'idées pour l'agriculture intelligente, prévu au Centre de veille pédagogique de la bibliothèque centrale de l'université. Des ateliers de formation sur les fermes intelligentes et les applications de l'intelligence artificielle dans le domaine agricole sont également programmés, a fait savoir la même source.

A son accueil des professeurs allemands qui étaient accompagnés des coordinateurs algériens du projet, le recteur de l'Université Abdelhamid Ibn Badis, M. Hamou Bouziane-Ami-

ne, a souligné que cet événement scientifique constitue «une précieuse opportunité d'échanges scientifiques, d'innovation et de consolidation du partenariat au service d'une agriculture durable et intelligente», selon le communiqué.

Dans le même contexte, l'incubateur d'entreprises de l'Université Abdelhamid Ibn Badis a invité les porteurs d'idées et de projets ainsi que les start-up à participer à la journée d'information virtuelle intitulée «Le défi algérien pour les entrepreneurs dans le domaine agricole», organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, en collaboration avec l'agence allemande GIZ.

Cette journée d'information s'inscrit, ajoute la même source, dans le cadre du projet de développement de l'entrepreneuriat numérique et vert, et vise à encourager l'innovation et l'entrepreneuriat dans les domaines de l'agro-business, des techniques agricoles et de l'agriculture intelligente, a-t-on ajouté.

Mascara

Simulation d'un incendie dans une station de distribution de carburants

Les services de la Protection civile de la wilaya de Mascara ont procédé, mardi, à une simulation portant sur l'extinction d'un incendie déclaré dans une station de distribution de carburants dans la commune d'Aïn Fekan.

Cet exercice pratique, mené en coordination avec plusieurs organismes et institutions publiques, a porté sur le déclenchement d'un important incendie dans la station.

La brigade secondaire de la Protection civile d'Aïn-Fekan est intervenue, appuyée par celles de Hachem et de Ghriss, tandis que les autorités de la daïra d'Aïn Fekan ont activé le plan communal d'organisation des secours.

Selon le scénario de l'exercice, les agents de la Protection civile ont réussi à éteindre le feu et à empêcher sa propagation au réservoir souterrain de carburant, au dépôt de bouteilles de gaz butane et aux habitations voisines.

L'exercice a également simulé la blessure de cinq personnes souffrant

de brûlures de divers niveaux de gravité. Elles ont reçu les premiers soins sur place avant d'être transférées vers la polyclinique d'Aïn Fekan, a précisé la même source, ajoutant que l'incendie avait provoqué des dommages au sol de la station ainsi qu'à ses infrastructures administratives et de services.

Pour l'exécution de cet exercice, plus de 100 agents de la Protection civile, 50 éléments issus de divers organismes et services, ainsi qu'une vingtaine de véhicules de différents types ont été mobilisés, en plus de l'installation de quatre postes de commandement opérationnels, a fait savoir la même direction.

Cet exercice virtuel vise à activer le plan communal d'organisation des secours (ORSEC), à tester le niveau de coordination et de préparation des différents services concernés, à renforcer les capacités et à optimiser l'organisation des moyens mobilisés, ainsi qu'à évaluer la rapidité de réaction en matière de mise à disposition des ressources matérielles, note-on.

Saïda

Un nouveau laboratoire mobile pour l'analyse de l'eau potable

La direction de l'"Algérienne des Leaux" (ADE) de la wilaya de Saïda a été dotée, ce mardi, d'un véhicule-laboratoire mobile destiné à l'analyse de l'eau potable. Le wali, Amoumen Marmouri, a procédé, devant le siège de la wilaya, à la remise de ce laboratoire mobile, équipé des techniques et de matériels les plus modernes dans ce domaine, au profit de l'unité locale de l'ADE, indique-t-on.

A cette occasion, le wali a affirmé que cette opération garantira un service public de haute qualité grâce au contrôle immédiat et sur le terrain de la qualité de l'eau à travers l'ensemble des zones de la wilaya, et permet-

tra également une intervention rapide en cas d'urgence.

Grâce à ses équipements sophistiqués, ce laboratoire assure des analyses de qualité de l'eau en temps réel, notamment celle destinée aux populations dans les zones rurales ou éloignées de la wilaya, ont expliqué les cadres de l'unité locale de l'ADE.

Ce laboratoire, qui dispose de toutes les installations d'analyse et de recherche similaires à celles d'un laboratoire fixe, facilitera la réalisation périodique des analyses de l'eau potable et le contrôle de sa qualité à travers toutes les communes de la wilaya, a-t-on ajouté de même source.

Un réseau de passeurs de harraga démantelé

Les services de police de la Sûreté de daïra d'El-Amria (Aïn-Temouchent) ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de l'émigration clandestine par voie maritime, a-t-on appris, mardi, auprès de la Sûreté de wilaya.

L'opération, menée par la

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT
NIF : 4110 060000 46013

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacité
Minimales N° 09/DRE AT /2025

La direction de l'hydraulique de la Wilaya de Ain Témouchent, identité sous le numéro Fiscal NIF : 4110 060000 46013 lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales à la concurrence nationale N°09/2025 pour :

Projet:

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES POUR LES FORAGES, STATIONS DE POMPAGE ET STATIONS DE REPRISES A TRAVERS LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'hydraulique de la wilaya d'Ain Temouchent .et doivent répondre aux conditions minimales suivantes :

Conditions de Participation :

Ne peuvent soumissionner au présent avis d'appel d'offre que les soumissionnaires ayant :

- 1- Attestation de fabricant, agent agréé, concessionnaires avec justification, le registre de commerce portant le code d'acquisition des équipements hydraulique. (Code de (309.009)-(508.001))
- 2- Réalisation d'un projet similaire justifié par attestation de bonne exécution (Acquisition des Equipements hydraulique (pompes - colonnes.....) durant les Dix (10) dernières années portant un montant sup ou égal à 10.000.000.00 DA délivré par le maitre d'ouvrage ou entreprise étatique ou Gestionnaire public SPA .
- 3- un chiffre d'affaires moyennes des trois dernières années d'un montant sup ou égal à 10 000 000.00 DA justifié par attestations d'activités ou C20 visés par les services des impôts.

Dossier d'Appel d'offres

-Le soumissionnaire est tenu de présenter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui seront insérer dans les trois enveloppes séparés et cachetées, et doit comprendre les documents suivants :

A- Dossier de candidature contiendra :

- 1- La déclaration de candidature dument renseignée, cachetée, signée et datée ;
- 2- La déclaration de probité dument renseignée, signée, cachetée et datée ;
- 3- Statut (en cas de société) ;
- 4- Registre de commerce portant code d'acquisition d'équipements hydraulique Code de (309.009)-(508.001) en cours de validité
- 5- Délégation de pouvoir (le cas échéant).
- 6- Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires :
 - a- **Capacités professionnelles** : Attestation de fabricant, pour les agents agréés d'être concessionnaire et le registre de commerce pour les entreprises ou revendeur portant le code d'acquisition des équipements hydraulique. .(Code de (309.009)-(508.001))
 - b- **Capacités financières** : moyens financiers justifiés par attestations d'activités ou les bilans bancaires (les Coples des bilans financiers des

Trois dernières exercices étayés par les comptes de Résultats, certifiées par un commissaire au compte agréé et visées par les services fiscaux Concerné);

c- Capacités techniques :

- Liste des références professionnelles appuyée par les attestations de bonne exécution des projets similaire (acquisition des équipements hydraulique pompes – colonnes et pièces spéciale....) réalisés durant les dix (10) dernières années, accompagnées par des attestations signées par les services contractants ou entreprise étatique, gestionnaire public spa.
- Liste détaillée des moyens humains à utiliser pour le projet appuyée par les justifications nécessaires (Attestations de succès ou diplôme + attestation d'affiliation CNAS valide (validité de 06 mois)) ;
- Liste détaillée des moyens matériels appuyée par les justifications nécessaires (Cartes grises et assurances valides pour matériel roulant et facture d'achat + PV huissier pour matériel non roulant sont obligatoires.)

B- L'offre technique contient :

- La déclaration à souscrire dument renseignée, signée, et cachetée ;
- Le présent cahier des charges dument renseigné, paraphé, signé et cacheté aux endroits de signature du cocontractant avec la mention manuscrite « lu et accepté »..
- La mémoire technique justificatif (suivant modèle ci-joint au cahier des charges) ;
- Planning et Délai de livraison
- Fiche technique descriptive du matériel à fournir
- Attestation précisant le délai de garantie,
- Moyens matériels à mettre en œuvre avec justification (carte grise + assurances valides)
- Moyens humains à mettre en œuvre pour le projet avec justification diplôme et attestation d'affiliation de la CNAS

C- L'offre financière contient

- La lettre de soumission dument renseignée, signée, cachetée et signée ;
- Le bordereau des prix unitaires soigneusement remplis, signé, cacheté et daté. (BPU) ;
- Le détail quantitatif et estimatif soigneusement remplis, signé, cacheté et daté (DQE).

A l'appui de leur soumission, les candidats devront obligatoirement joindre les documents exigés par la Réglementation en vigueur Au cas où le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière ne sont pas remises sous plis distincts, l'offre sera automatiquement rejetée et retournée au soumissionnaire.

L'ensemble des trois enveloppes seront mis dans une autre enveloppe cachetée dite « enveloppe extérieure » celle-ci portera le nom du projet ainsi que la mention « **Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres** »

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES
N° 09/DHW AT/2025**

Projet :

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES POUR LES FORAGES, STATIONS DE POMPAGE ET STATIONS DE REPRISES A TRAVERS LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT
Hay Zeytouna.Wilayat Ain Temouchent

La durée de préparation des offres est fixée le 15^{ème} jour à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel à la concurrence dans le BOMOP, la presse ou le portail des marchés publics. Si cette date coïncide avec un jour férié, ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour d'ouverture des plis correspondant au dernier jour de la préparation des offres est : de 08h00 à 12h00.
Aucune offre ne sera réceptionnée avant ou après cette date et cette heure. Et aucune soumission une fois déposé ne peut être retirée.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, soit (105) jours conformément aux dispositions de l'article 98 du décret Présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.et conformément aux dispositions de l'article 76 de la Loi n° 23-12 du 18 Moharram

1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

Le délai de validité commence à courir à compter de la date de dépôt des offres

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture des offres qui se tiendra le jour même de la date limite de dépôt des offres à 14 heures, et ce au niveau du siège de la Direction de l'hydraulique Hai Zitoune Ain – Témouchent ,l'examen des offres financières sera basé sur les données d'évaluation des offres techniques.

LE DIRECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

ANEP N° 2531012376 Le Quotidien d'Oran 11/09/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTER DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

WILAYA DE TLEMCEEN

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

MISE EN DEMEURE N°02

-Vu la convention n° 24/2025.

-Vu l'ODS de démarrage des travaux n°118 en date du 25/06/2025.

-Suite à l'envoi de l'ingénieur subdivisionnaire de la Daira de Remchi n°112 /2025 du 26/08/2025.

-Vu la mise en demeure n° 01 publiée au journal "EL Watani" du 05/08/2025, pour renforcer le chantier en moyens humains et respecter le planning des travaux.

L'entreprise ABDERRAHIM Fayçal demeure à: N°02 HAI EL FETH Maghnia Tlemcen titulaire de la convention n°05/2018, approuvé le 04/11/2020 relatif à l'étude et Réalisation d'une polyclinique à BENI OURSSOUS – Tlemcen du lot n°02 : Aménagement extérieur +mur de clôture (pour micro entreprise) est mis en demeure pour :

Très faible cadence des travaux.

A cet effet, il est demandé à l'entreprise de renfoncer le chantier en moyens humain et matériel et rattraper le retard cumulé par rapport au planning des travaux dans un délai de 08 jours à compter de la première parution de la présente mise en demeure.

Faute de quoi, l'administration se réserve le droit de l'application des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

ANEP N° 2531012361 Le Quotidien d'Oran 11/09/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM
DAIRA DE SIDI LAKHDAR
COMMUNE DE SIDI LAKHDAR

**Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales N°05/2025
NIF : 095227169000139**

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Sidi – Lakhdar lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales Après l'infrectuesité pour les opérations suivantes:

01* Aménagement Urbain en Centre de la Ville (Rue Mehdi Mohamed -Rue Boukerrouche Mohamed -Rue Fattah Abdelkader - Rue Karadja Mohamed au Cité Kastor) Lot n°02 : Aménagement Urbain en Rue Boukerrouche Mohamed -Lot n°04 : Aménagement Urbain en Rue Karadja Mohamed au Cité Kastor)

Capacités Minimales exigées : Capacités professionnelles : Avoir d'un certificat de qualification et de classification Activité principale Travaux Publics Option éclairage encours de validité de catégorie 04 ou Plus Pour Lot N° 02 et catégorie 03 ou Plus Pour Lot N° 04 -Capacités financières Avoir un Cumul de chiffre d'affaire des 03 dernières années (2022-2023-2024) supérieur ou égale à 30.000.000,00 DA -Capacités techniques, Avoir réalisé au moins un projet similaire

02* Approvisionnement en personnel qualifié en nettoyage et surveillance au profit des écoles primaires

Capacités Minimales exigées : Capacités professionnelles : Avoir Un registre de commerce ou agreement Dans la spécialité demandée -Capacités financières Avoir un Cumul de chiffre d'affaire des 03 dernières années 2022-2023-2024 /supérieur ou égale à 2.000.000,00 DA- Capacités techniques, Moyens humains et matériels et références professionnelles

Les entreprises ayant les capacités minimales pour la réalisation Des opérations citées au dessus et intéressées par le présent avis peuvent retirer les cahiers des charges Avec Chargement Par le lien de la Page Officielle de la commune (tel : 045.44.71.88, Fax : 045.44.71.90)

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de consultation ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –l'objet de avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales. N° 05/2025

01* Le dossier de candidature contient : Une déclaration de candidature;

- N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi N° 23-12 du 05.08.2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et les articles 75 et 89 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.
- N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire-datan de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société
- est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie (mise à jour : CNAS CASNOS CACOBATPH) ;
- est inscrit au registre de commerce électronique en relation avec l'objet du marché (copie du RC);
- a effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien (attestation de dépôt des comptes sociaux);détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie (carte fiscale); Une déclaration de probité ; *Les statuts pour les sociétés ;

Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

- Tout document permettant d'évaluer les capacités soumissionnaires:
- Capacités professionnelles: certificat de qualification et de classification ou agreement
- Capacités financières: moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.
- Capacités techniques: moyens humains et matériels et références professionnelles.

02* L'offre technique contient : * une déclaration à souscrire dument renseignée; datée- rempli et signée

- tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions des articles 43-44 de la loi N° 23-12 du 05.08.2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 78 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics. le cahier des charges dument renseigné paraphé- rempli et signé portant à la dernière page signé, la mention manuscrite « lu et accepté ».

03* L'offre financière contient : * la lettre de soumission dument renseignée ; datée, remplie et signée * le bordereau des prix unitaires (BPU) dument daté -rempli et signé et le détail quantitatif Estimatif (DQE) dument daté -rempli et signé

• **NB : Se référé à l'article 06 de l'instruction aux soumissionnaires pour la liste détaillée des pièces exigées ;**

La durée de préparation des offres est de 10 jours à compter à la première publication dans les quotidiens nationaux ou BOMOP Les offres devront être déposées au niveau de service marché au siège de la commune de sidi lakhdar wilaya de Mostaganem à 10 :00 h le dernier jour de délai de la préparation des offres

Les soumissionnaires ou leurs représentants dument mandatés sont invités pour assister à l'opération d'ouverture des dossiers de candidature, des offres techniques et financières le dernier jour de délai de la préparation des offres au siège de la commune de Sidi-Lakhdar à 10 :00 H en séance publique. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentées de délais de préparation des offres.

Sidi Lakhdar le : 08/09/2025
Le Président d'APC

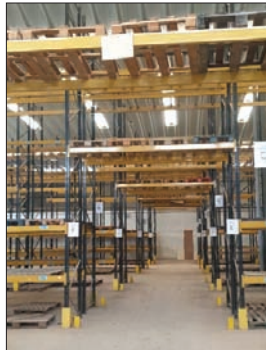
ANEP N° 2531012378 Le Quotidien d'Oran 11/09/2025

Vend ensemble de rayonnages lourds (Racking importation) : 12 m de haut /650kg par m².

Disponible pour un espace de stockage
de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.97



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

الأستاذ قطني بشير

محضر قضائي لدى محكمة ومجلس قضاء معسكر

16 شارع نصر الدين

معسكر

إعلان عن بيع عقار سكني

ملف رقم: 2024/961

نحن الأستاذ قطني بشير محضر قضائي بدائرة اختصاص محكمة ومجلس قضاء معسكر، الكائن مكتبه بشارع نصر الدين،

معسكر، رقم الهاتف 0661.25.05.61

بناء على طلب: فريق بن عطية

نعلن بأننا سنقوم ببيع العقار بالمزاد العلني يوم 2025/09/16 على الساعة الواحدة والنصف مساءً بمحكمة بوحنيقية - قسم

البيع العقاري - المتواجد ببلدية بوحنيقية بالضبط بشارع بوردباله أحمد، حي مكيد جيلالي في القسم 39 مجموع ملكية رقم 01

مساحته الإجمالية 113 متر مربع، وبسعر افتتحي قدره 20.340.000.00 دج

تنفيذا للحكم الصادر بتاريخ 2023/10/17 تحت رقم الجدول 23/00205 ورقم الفهرس 23/00330 عن محكمة بوحنيقية (القسم

العقاري).

بإمكان أي شخص الاطلاع على دفتر الشروط بمكتب المحضر القضائي أو بأمانة محكمة بوحنيقية.

السعر الافتتاحي: 18.306.000.00 دج بعد إنقاص العشر.

بياع العقار السكني كتلة واحدة.

مع كامل التحفظات

المحضر القضائي

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر

أنقذ حياة بقطرة دم

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

Office Public de Huissier de Justice près la Cour d'Oran
Maître ANNABI WALID
49, rue ZAGHLOUL - ES-SENIA - ORAN - Tél : 0770.69.00.75
AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
PAR SOUMISSIONS CACHETÉES

LE 18 septembre 2025, à 09H00, au siège de l'Office National de Météorologie - Direction Régionale Ouest.

Lot N°	Désignation
01	Lot de mobilier de bureau - Matériels informatiques - Appareils Météorologiques Equipements climatisation centrale - Groupe électrogène et Divers

CONDITIONS DE VENTE :

1/ Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'Original du Casier des charges qui peut être retiré de l'Office de l'Huissier de Justice contre la somme de 1.000,00 DA.

2/ Versement d'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement.

3/ Vente sans garantie.

L'Huissier de Justice
Maître ANNABI WALID

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE TIARET
SERVICE DES MARCHES

MISE EN DEMEURE N°01

- Vu le décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public conformément à la disposition de l'article N° 149.

Vu le marché approuvé par la commission des marchés publics de la wilaya de Tiaret sous le N°198/2024, en date du : 08/07/2024 et le contrôleur financier sous le N° 742 en date du : 07/08/2024 portant :

Projet : Travaux De Réhabilitation Des Ecoles Primaires à Travers la Commune De La Wilaya De Tiaret (en 47 Lots)

Lot 29 : Ecole Primaire Boudjemaa Mohamed -Tiaret-

Ecole Primaire Ayad Abdelkader -Tiaret-

Lot 31: Ecole Primaire Maasmi Abdelkader -Tiaret

Ecole Primaire Lazreg El Kheir -Tiaret

conclue avec

l'entreprise : **HADJI AHMED**, Sise a : Cité Boukhers Local 02 N°323 -Saïda

- Vu l'ODS de commencement des travaux notifié le : 08/08/2024, sous le N° 133/2024

- Vu la correspondance adressée à l'entreprise, en date du 10/10/2024 sous le N° 5685/2024 pour Renforcer le chantier en moyens humains et matériels .

-

- Vu l'avenant (01) 'sous le N°297 du 19/12/2024

- Vu le retard enregistré dans les travaux par l'entreprise

- Vu l'importance du projet

- L'entreprise : **HADJI AHMED**, est mise en demeure pour la première fois dans le but de:

- Renforcer le chantier en moyens humains et matériels .

- Accélérer le rythme pour rattraper le retard enregistré avant la rentrée scolaire.

Le délai d'exécution de l'objet de la présente mise en demeure est fixé à 08 jours.

Faute par l'entreprise de s'exécuter dans le délai arrêté ci-dessus, à compter de la première parution de la présente mise en demeure sur l'une des quotidiens nationaux, la DEP se réserve le droit de lui appliquer les sanctions et mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public et les clauses du cahier des prescriptions spéciales et du cahier des prescriptions communes du marché sus visé ;La présente mise en demeure est publiée dans le bulletin des marchés de l'opérateur publics (BOMOP) et dans deux quotidiens nationaux, diffusés au niveau national, également notifiée à l'entreprise;

Le délai d'exécution de l'objet de la présente mise en demeure commence à courir à compter de sa première publication dans la presse ou le BOMOP;

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531012385

Le Quotidien d'Oran 11/09/2025

APARTEMENTS

■Location aux 200 Logt Es-Senia au Rdc, d'une maison : hall, cuisine, gd sal, chambre, douche, wc, terrasse, jardin- Tel : 0781.94.73.80

■A louer appartement, niveau de villa, 5 pcs, cuisine, salle de bains + salon + hall- 2 veranda à 'Point du jour' Oran - Tel : 0551.82.81.99

■Vend F2, F3, F4 et F5 cuisine équipée, ch/c box, à Wilaya Millénium, Fernand-ville, Belgaid, Frt de mer + locaux 225 m² - 325 m² sur Gd Bd, 3 faç pour superette ou autres -Tel: 0772.43.37.38 / 0660.88.46.15

■A louer F4, 2^{ème}, Yaghmoracen + A louer, F5, 170 m², toutes comm, vue panoramique, sur mer, 12^{ème} + Place de Parking Akid + Av Appt, F3, 80 m² ch/c, 9^{ème} étage, avec ascenseur, Bd des Lions + Av F3, Av Villa 270m², avec piscine La Lofa + Av Villa, 300 m², R+2 La Lofa. Pas de courtier. -Tel : 0773.24.62.36

VEHICULES

■Vends Volkswagen Tiguan, année 2022, 17.000 km, 1^{re} main +loue licenc de café Oran-ville - 0670.20.31.26 / 040.50.47.06

DIVERS

■A louer Licence de café à Bir El Djir, Belgaid et ses environs Tél : 055.82.89.92 / 0661.77.10.03

LOCAUX

■Vds local commercial, acté, 22 m², DF + sanit ; construction neuve, c/v, côté Front de mer ; rue Nancy, à côté pharmacie + F2, 132 m², 4^{ème}, Vue sur mer, seul au palier, dble faç, 20m x10m ; même adresse. Tél : 0661.20.19.59

EMPLOIS

■Laboratoire dentaire, au centre d'Oran, recrute : un dentiste avec min. 5 ans d'exp. Un prothésiste, un pharmacien avec 2 ans d'exp dans l'industrie pharma, une assistante dentaire. Email : mbenotmane1205@gmail.com

PENSÉE

Une pensée
pour Monsieur
HAKIKI

Abdelatif,

décédé le 11/09/2025. Cela

fait cinq ans depuis que vous

êtes parti, mais pour nous

vous êtes toujours présent,

vous existez parmi nous.

Votre petite famille ne vous

oubliera jamais.



CONDOLÉANCES

Ayant appris avec une profonde émotion le décès du **Pr Hadj BOUABDALLAH Fethi**, Biophysicien, le **Dr Mekkaoui Abdelhamid** ainsi que l'ensemble des enseignants de Biophysique Pharmaceutique présentent à la famille du défunt leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis.

الديوان العمومي للأستاذ غيثري حسين
محضر قضائي - تلمسان -
04 زاوية محبوب نور الدين و ابن خميس تلمسان
هاتفكس: 044.97.10.14 / 0673.30.08.50

إعلان إيجار فضاءات النسخ، النوادي و الموزعات التابعة لجامعة أبو بكر بلقايد تلمسان.
لكل الاستفسارات يمكن الاتصال بمكتب المحضر القضائي و سحب دفتر الشروط.
تاريخ فتح الاظرفة يوم 2025/09/21

المحضر القضائي

TF1

20.10 HPI



Saison 5 - Ep 6 : Tequila Sunrise
Morgane (Audrey Fleurot) fait face à une nouvelle réalité alors qu'elle découvre que Karadec (Mehdi Nebbou) est bien le père de son bébé. Après avoir perdu sa maison, il lui propose un hébergement, transformant leur relation professionnelle en une cohabitation chargée d'émotions. Alors qu'elle reprend son travail d'enquêtrice après un congé parental, Morgane se retrouve tiraillée entre ses responsabilités de mère et son attirance pour son collègue, qui devient également son colocataire.

2

20.10 ENVOYÉ SPÉCIAL



Rénovation, likes et béton : les nouveaux rois du chantier. Sans qualification particulière, des internautes qui mettent en partage la rénovation de leur maison peuvent parfois fédérer jusqu'à des dizaines de milliers d'abonnés sur les réseaux sociaux ! Leurs journaux de bord documentent l'avancée des travaux comme les galères de chantier. ? Procès Jubillar : l'heure de vérité ? Près de 5 ans après la disparition de Delphine Jubillar, le procès de son mari va s'ouvrir devant les assises du Tarn.

3

JEUDI

6

20.10 CRIMES À BIOT



L'association des commerçants de Biot se réunit dans l'auberge de Serge. L'ambiance est plutôt détendue, jusqu'au moment où Marie commence à se sentir mal. Riche héritière d'une verrerie de la ville, elle rentre chez elle et s'effondre. Elle a été empoisonnée. Avec les gendarmes Jouanic et Martinez, la vice-procureure Elisabeth Richard est chargée de l'enquête. Elle rend visite aux différents membres de l'association, dont Olivia, qui était mariée à l'homme dont Marie a hérité. Pendant ce temps-là, Jouanic renoue avec Grégoire,...

CANAL+ CINEMA

20.00 NI CHÂÎNES NI MAÎTRES



En 1759, sur l'Isle de France, future Île Maurice, la vie de Massamba Fall (Ibrahima Mbaye) et de sa fille Mati (Anna Diakhe Thiandoum) est marquée par l'esclavage au sein de la plantation d'Eugène Larcenet (Benoît Magimel). Massamba, un homme instruit ayant appris le français grâce à Honoré (Félix Lefebvre), le fils du planteur, joue le rôle de traducteur, ce qui lui attire le mépris des autres esclaves. Dans l'ombre, il transmet à Mati les connaissances de cette langue,...

20.10 CAUCHEMAR EN CUISINE



Philippe Etchebest se rend à Brive-la-Gaillarde pour venir en aide à Amina, restauratrice depuis 35 ans. Si pendant des années son restaurant a été un succès, aujourd'hui Amina est complètement dépassée et son établissement est passé de 200 couverts par jour à 2. Le chef découvre un laisser-aller incroyable et l'une des cuisines les plus grasses qu'il ait jamais vues, l'obligeant même à s'équiper pour inspecter les lieux. Et ce n'est que le début : tensions permanentes, équipe au bord...

CINE + FRISSON

20.00 VINCENT DOIT MOURIR



Vincent Borel (Karim Leklou), graphiste dans une entreprise, mène une existence tranquille jusqu'à ce qu'un incident banal vienne bouleverser sa vie. Après avoir eu une conversation tendue avec un stagiaire, ce dernier se venge en lui assénant un violent coup au visage avec un ordinateur portable. Ce premier affrontement n'est que le début d'une spirale de violence inattendue, car le lendemain, c'est au tour d'Yves (François Chattot), un collègue de la comptabilité, de s'en prendre à lui avec un stylo,

CANAL+

20.09 DEXTER : RESURRECTION



S 1 - Ep 7 : Secrets et mensonges
Prater conduit les tueurs en série dans un château loué pour une retraite. Dexter découvre avec stupeur que Gareth a un frère jumeau. Il saisit cette opportunité pour dévoiler sa véritable nature au groupe. Cette révélation pousse Prater à se confier. Il évoque ainsi son passé et son étrange amitié avec l'homme responsable de la mort de ses parents. Batista parvient à retrouver l'endroit où loge Dexter. Il s'entretient avec Kamara.

CANAL+ family

19.50 DANSE AVEC LUI



Trois ans après une rupture amoureuse violente et une grave chute de cheval, Alexandra est une jeune femme brisée. En panne d'essence, elle tombe par hasard sur un centre équestre abandonné. Son propriétaire, un vieux moniteur d'équitation, ne possède plus qu'un cheval et vit reclus. Pourtant, il propose à Alexandra de lui donner des leçons. Au contact de l'animal, Alexandra va peu à peu réapprendre à vivre.

TF1

20.10 MASK SINGER



S 8 - E1 : Spéciale chanson française
Dissimulées sous des déguisements, des célébrités délivrent anonymement des performances scéniques. Dans le rôle des enquêteurs, Kev Adams, Chantal Ladesou, Laurent Ruquier, rejoints cette saison par Michaëll Youn, tentent de regrouper des indices pour les démasquer. Parmi les dix-sept concurrents au casting de cette nouvelle saison, dont l'un bénéficiera de la complicité du public, figurent notamment des sportifs, des humoristes,...

2

20.10 CAPITAINE MARLEAU



Saison 4 - E 9 : Héros malgré lui
Un homicide a été commis dans une scierie vosgienne ravagée par un incendie criminel. La victime est Cyril Duprat, le directeur commercial de la société. La capitaine Marleau pressent que ce drame est lié au retour de Serge Duprat, le cousin du défunt qui vient d'hériter de la scierie après un exil de vingt ans en Guyane. Bientôt, Jean-Pierre Valas, un bûcheron rescapé de l'incendie, tente de se suicider. Plus Marleau avance dans son enquête, plus elle se heurte à Serge Duprat et à sa mère Lucie,...

3

VENDREDI

6

20.16 LE GRAND CONCOURS DES RÉGIONS



C'est le retour de l'événement qui désignera la formation d'excellence. Dix formations amatrices sélectionnées en métropole et outre-mer convergent vers la scène du Royal Palace de Kirswiller en Alsace. Près de trois cents danseurs en costumes authentiques interprètent les danses traditionnelles régionales, de la bourrée à la gavotte. Le jury accueille Mélanie Taravant qui rejoint Magali Ripoll, Laurent Luyat et Vincent Niclo. Les troupes venues notamment de Bretagne, Martinique,...

CANAL+ CINEMA

20.00 PARTHENOPE



Née en 1950 dans une splendide demeure du quartier de Posipillo, à Naples, Parthenope Di Sangro, dont le parrain est un puissant armateur, grandit en grâce et en sagesse. La jeune femme, qui étudie brillamment l'anthropologie, suscite depuis toujours le désir de Sandrino, le fils de la domestique des Di Sangro, mais aussi de Raimondo, son frère aîné, qui finit par se suicider. AU début des années 1970, la jeune femme, diplômée d'anthropologie, travaille sous la férule de son directeur de thèse, Devoto Marotta,...

20.10 DONJONS & DRAGONS : L'HONNEUR DES VOLEURS



Dans un monde fantastique peuplé de créatures mythiques et de magie, un voleur charismatique se retrouve embarqué dans une quête audacieuse. Avec une bande d'aventuriers hétéroclite comprenant un guerrier désabusé, une mage puissamment déterminée et un druide excentrique, ils mettent en place un plan audacieux pour récupérer une relique perdue qui détient un immense pouvoir. Cependant, leur entreprise prend rapidement une tournure inattendue lorsque leurs aspirations...

CINE + PREMIER

19.50 ALITA : BATTLE ANGEL



En 2563, 300 ans après une importante guerre baptisée «la chute», dans la ville d'Iron City, le docteur Ido Dyson, un scientifique spécialisé dans les greffes robotiques, découvre les restes très endommagés d'un cyborg dans une décharge. Aidé par son assistante, l'infirmière Gerhad, Dyson redonne vie au robot d'apparence féminine qu'il prénomme Alita. Totalement amnésique, Alita accompagne bientôt Dyson en ville.

CANAL+

20.09 THE INSIDER



George Woodhouse est un agent secret aguerri, dont la loyauté envers son pays a toujours été sans faille. Sa femme, Kathryn Woodhouse, partage sa vie, mais un jour, elle est accusée de trahison envers la nation. Cette accusation bouleverse non seulement leur vie personnelle, mais remet également en question les fondements mêmes de leur mariage. Alors que George s'efforce de prouver l'innocence de Kathryn, il se retrouve plongé dans un réseau d'espionnage complexe...

CINE + FAMIZ

19.50 PADDINGTON



Montgomery Clyde, un explorateur intrépide, tisse un lien d'amitié avec Lucy et Pastuzo, deux ours parlants originaires du Pérou. Des années plus tard, un orage dévastateur frappe leur forêt, poussant le jeune ours, passionné de marmelade, à quitter son foyer pour se rendre à Londres. À son arrivée dans la métropole, Paddington se retrouve perdu et désorienté, mais il attire rapidement l'attention de la famille Brown, qui le découvre dans une gare. Touchée par sa gentillesse et son charme,...

Le laboratoire pharmaceutique Novo Nordisk supprime 9.000 postes



Après des années fastes liées à la popularité de son traitement antidiabétique Ozempic, plébiscité sur les réseaux sociaux pour perdre du poids, le laboratoire pharmaceutique danois Novo Nordisk a annoncé mercredi supprimer 9.000 postes à travers le monde soit plus de 11% de sa masse salariale.

«La réduction des effectifs est prévue dans l'ensemble de l'entreprise (...) et devrait permettre de réaliser des économies annuelles totales d'environ 8 milliards de couronnes (1,07 milliard d'euros) d'ici la fin de 2026», écrit le groupe dans un communiqué. 5.000 postes devraient être supprimés au Danemark, a précisé le groupe présent dans 80 pays.

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, le laboratoire centenaire, dont le titre plonge depuis un an à cause d'une concurrence affirmée aux Etats-Unis son principal marché, revoit aussi à la baisse ses prévisions pour 2025 avec une marge opérationnelle désormais comprise entre 4% et 10% contre 10% et 16% annoncés précédemment. Depuis 2020, le laboratoire pharmaceutique embauchait à tout va, sa masse salariale étant passée de quelque 43.700 à 78.400 employés.

La 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies s'ouvre au siège de l'ONU à New York



La 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a été déclarée ouverte mardi après-midi par Annalena Baerbock, la nouvelle présidente de l'Assemblée générale, au siège de l'ONU, à New York.

Le thème de la 80^e session de l'AGNU, qui marque le 80^e anniversaire de la fondation des Nations Unies, est «Mieux ensemble : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits de l'homme».

Une semaine de haut niveau débutera le 22 septembre et se poursuivra jusqu'au 30 septembre, au cours de laquelle les dirigeants mondiaux se réuniront pour assister au débat général et à une série de conférences, notamment la réunion de haut niveau pour marquer le quatre-vingtième anniversaire des Nations Unies, le Moment des ODD (Objectifs de développement durable), la réunion de haut niveau sur le trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Sommet sur le climat et la réunion de haut niveau pour lancer le dialogue mondial sur la gouvernance de l'IA.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

France : grande mobilisation citoyenne, plusieurs perturbations et interpellations



Des centaines d'actions sporadiques et incidents ont éclaté mercredi à l'occasion de l'appel lancé sur les réseaux sociaux à bloquer la France dans une mobilisation intitulée «Bloquons tout», contre le projet de budget 2026.

Né sur les réseaux sociaux au cours de l'été, le mouvement «Bloquons tout» dénonce les mesures budgétaires prévues par le gouvernement démissionnaire de François Bayrou, notamment la suppression de jours fériés et des coupes dans les retraites et services publics. Les organisateurs, sans affiliation syndicale ou partisane dé-

clarée, appellent à la désobéissance civile et aux occupations de lieux symboliques.

Selon les médias locaux, environ 50 opérations de blocage ont été recensées, notamment sur des rocades, des axes routiers, ainsi que sur des dépôts de tramways et de bus. A Poitiers, la circulation sur l'autoroute A10 a été interrompue, tandis qu'un viaduc près de Caen a été bloqué par des manifestants, qui ont allumé des feux pour ralentir les interventions. Les forces de l'ordre ont procédé jusqu'à maintenant à des centaines d'interpellations sur l'ensemble de la France

dans le cadre «d'actions de déblocage».

Les transports en commun ont connu des perturbations à Paris en début de matinée mercredi, jour du mouvement pour «tout bloquer», «conformes aux prévisions», ont indiqué la RATP et la SNCF, qui déplorent des «actes de malveillance» sur le réseau ferroviaire.

Enfin, sur le réseau routier, des rassemblements en cours, tels que opérations escargots et barrages au niveau de Rennes et Nantes, ont été signalés sur l'A10 au niveau de Poitiers Sud et sur l'A9 à Aix-en-Provence et sur la rocade de Toulouse.

La Corée du Sud envoie un avion pour rapatrier ses ressortissants arrêtés aux Etats-Unis

Un vol charter a quitté Séoul mercredi pour les Etats-Unis afin de rapatrier des centaines de ses ressortissants arrêtés par la police de l'immigration américaine, a annoncé la compagnie aérienne Korean Air à l'AFP.

Un Boeing 747-8I de Korean Air pouvant accueillir plus de 350 passagers a décollé «vers 10H20», a précisé la porte-parole de la compagnie, ajoutant que «le calendrier du vol retour n'a pas encore été finalisé».

La police de l'immigration américaine a arrêté la semaine dernière

quelque 475 personnes, dont une majorité de Sud-Coréens, sur le chantier d'une usine de batteries Hyundai-LG dans l'Etat de Géorgie. Il s'agit de l'opération la plus importante jamais réalisée sur un seul site dans le cadre de la campagne d'expulsions orchestrée par le président Donald Trump, d'après les autorités américaines.

Le ministre des Affaires étrangères sud-coréen Cho Hyun s'est rendu lundi à Washington, qualifiant la détention massive de ressortissants sud-coréens de «situation grave».



Népal : l'armée contrôle la capitale Katmandou au lendemain de violentes émeutes



L'armée népalaise a repris mercredi le contrôle des rues désertes de la capitale Katmandou, après deux jours d'émeutes antigouvernementales, les plus violentes en vingt ans, qui ont contraint le Premier ministre KP Sharma Oli à la démission.

Les troubles ont débuté lundi, lorsque la police a brutalement réprimé des manifestations dénonçant la blocage des réseaux sociaux et la corruption des élites, faisant au moins 19 morts et plusieurs centaines de blessés dans le pays.

Malgré le rétablissement de Facebook, X et YouTube, la promesse d'une enquête sur les violences policières et le départ de M. Oli, la colère des jeunes qui ont pris la tête de la contestation n'est pas retombée, au contraire.

Toute la journée de mardi, des groupes de jeunes manifestants réunis sous une bannière «Génération Z» ont bravé le couvre-feu pour mettre à sac bâtiments publics, résidences de dirigeants et autres symboles du pouvoir.

Le Parlement a été incendié, ainsi que le domicile du Premier ministre démissionnaire. Sur les murs noircis par les flammes du premier, un graffiti «fuck the government» en anglais sans équivoque.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

DOHA, LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

Le rêve est décompression de l'âme quand elle est torturée. Il agit comme un anesthésiant pour calmer les douleurs et agit contre la déprime. C'est que l'on convient toujours que la vie elle-même n'est qu'un rêve quand le temps est maîtrisé. Tel qu'il se configure avec ses drames et ses catastrophes, le monde d'aujourd'hui n'a que cette évasion de l'esprit pour trouver une compensation aux malmenées successives qu'il subit.

Le Qatar, lui qui se croyait à l'abri de n'importe laquelle des déconvenues, vient de subir un immense et inattendu affront. Dans le large ring où il arbitrait, c'est maintenant lui qui a été boxé. Il a été oublié que l'animalité des agresseurs n'a plus de limite et que pour les services

rendus, il est payé en retour par la mort et le sang. Son tort et son erreur ont été de croire que la diplomatie avait un sens alors qu'elle n'est plus que la dictature de la force et de la puissance. Alors qu'il faudra là encore s'alimenter de rêves et de chimères faute de se réveiller et de prendre conscience que l'heure n'est plus qu'à la sauvagerie.

On ne cessera pas d'affirmer que le monde marche sur la tête. Tout prouve qu'il n'est pas près de se redresser. Les énormes excroissances ne cessent pas de bousiller les existences. La majorité des Etats pilonnent l'essentiel pour renforcer

et mieux parfaire ce que chacun d'eux a de secondaire jusqu'à insister à redorer et à anoblir l'arme atomique. Dans la folie meurtrière, il n'est plus écarté que le sionisme lui accorde une primauté pour provoquer un cataclysme. Alors pour se débarrasser du vécu actuel cauchemardesque, il est utile de rêver.

Et si au cours de ce 80^{ème} sommet de l'ONU qui fête sa naissance, on décidait unanimement que tous les pays effacent définitivement de leurs budgets les lourds chapitres consacrés à leurs défenses militaires. Les milliers de milliards dépensés avec grande insistance seraient plus utiles à orienter vers leurs populations pour satisfaire leurs attentes.

Alors rêvons sans trop attendre que le rêve devienne réalité !